



Théâtre Abattre les murs à l'Espace libre *Page E 1*



Alberta
La superficie de l'incendie pourrait doubler en 24 heures
Page A 3

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVII N° 101

LE DEVOIR, LES SAMEDI 7 ET DIMANCHE 8 MAI 2016

2,83 \$ + TAXES = 3,25 \$



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les figures historiques brillent par leur absence dans la liste des noms de rue les plus utilisés au Québec: Samuel de Champlain arrive en 51^e position, loin derrière les noms Erables, Église, Pins, Parc, Cèdres et Bouleaux.

101, rue de l'Amnésie collective

Le Québec expose une toponymie normative qui se souvient un peu, mais pas trop

FABIEN DEGLISE

Rue Principale, rue de l'Église, du Parc, du Moulin ou du Lac, avenue des Erables, des Pins, des Bouleaux ou des Épinettes, boulevard Saint-Joseph, Saint-Pierre, Saint-Louis, Saint-Charles, chemin Roy, route Gagnon, rue Tremblay, Bélanger, Martin, Richard... Le charme de la toponymie du Québec réside surtout dans sa simplicité tout comme dans un caractère consensuel évident, révèle une analyse approfondie des noms donnés aux quelque 112 000 rues, ave-

nues, boulevards, routes, chemins ou rangs du territoire québécois, réalisée par *Le Devoir*.

En ressort une toponymie accrochée aux éléments de la nature, à quelques figures religieuses, à des fragments du temps de la colonie, mais qui néglige beaucoup la mémoire humaine des lieux, le savoir qui s'y est développé tout comme l'histoire politique, culturelle ou scientifique que le territoire a fait naître.

« Nous sommes globalement en présence d'une

VOIR PAGE A 10: AMNÉSIE

Dossier

Des toponymes à longue portée. *Page A 4*

Plein de vides toponymiques à combler. *Page A 5*

La France, championne de la toponymie. *Page A 6*

SONDAGE LÉGER

Trudeau trône au sommet

Le Parti libéral à 51 % au Québec, un record depuis la Trudeau manie de 1980

MARCO FORTIER

Le gouvernement de Justin Trudeau atteint une popularité sans précédent pour le Parti libéral fédéral au Québec depuis le raz-de-marée qui avait porté son père, Pierre Elliott Trudeau, à l'élection de 1980.

Loin de s'essouffler après six mois, la lune de miel de Justin Trudeau avec les électeurs québécois gagne en intensité, révèle un sondage Léger mené pour *Le Devoir* et *Le Journal de Montréal*. Les libéraux amassent 51% des intentions de vote au Québec, un record pour le parti depuis la victoire écrasante de Trudeau père, qui avait remporté 68% des voix en février 1980.

Ce sondage a été mené les 4 et 5 mai auprès de 1003 internautes. Cet échantillon comporterait une marge d'erreur de 3%, 19 fois sur 20, s'il était probabiliste.

« S'il y avait des élections aujourd'hui, on retrouverait des résultats semblables à ceux de Trudeau en 1980 », dit Jean-Marc Léger, président de la firme de sondage. À cette époque, le Parti libéral avait remporté 74 des 75 sièges du Québec à la Chambre des communes.

Signe de l'appui sans réserve des électeurs québécois, les appuis au gouvernement Trudeau ont augmenté de 15 points depuis l'élection d'octobre dernier. Les libéraux avaient remporté 35,7% des voix et fait élire 40 députés sur 78 au Québec.

Il faut dire que les libéraux font face à une op-

VOIR PAGE A 10: TRUDEAU

AUJOURD'HUI



Politique Sylvain Gaudreault élu chef intérimaire du PQ. Hivon et Cloutier seront de la course. *Page A 2*



Avis légaux..... A 8
Carrières..... C 5
Décès..... C 8
Mots croisés..... D 4
Petites annonces..... C 8
Sudoku..... D 5

375^E ANNIVERSAIRE DE MONTRÉAL

Une commémoration sans histoire ?

Des historiens sonnent l'alarme face à l'absence apparente de dimension historique dans les activités des fêtes du 375^e de Montréal. Alors que des dizaines de projets proposés par des institutions réputées ont été rejetés, le comité organisateur se défend de négliger ce volet... et cela, même s'il reconnaît ne pas même avoir de conseiller historique.

JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Pas de place pour l'histoire aux fêtes du 375^e? Plusieurs historiens se disent inquiets et constatent le manque d'intérêt apparent de l'organisation à cet égard.

« C'est une fin de non-recevoir partout pour l'histoire aux fêtes du 375^e », dit Jean-Charles Déziel, président de la Société historique de Montréal, la plus ancienne du

VOIR PAGE A 10: MONTRÉAL



WIKIPÉDIA

Un pavillon de l'Expo 67. Plusieurs historiens dénoncent le manque d'intérêt apparent des organisateurs à célébrer l'histoire de Montréal dans le cadre des fêtes du 375^e.

Stores de Qualité
FABRIQUÉ AU QUÉBEC .CA

SUR MESURE
ESTIMATION GRATUITE
1 855 770-8677

L'Artisan du Store Claude Bouchard

OPAQUES SOLAIRES TRANSLUCIDES
MOTORIZATION DISPONIBLE

TOILES À ROULEAUX • PANNEAUX COULISSANTS • PERSIENNES • STORES VOILAGE • STORES ROMAINS
STORES HORIZONTAUX • STORES MOTORISÉS • STORES DE VERRIÈRES • STORES VERTICAUX

50% de rabais ou **INSTALLATION GRATUITE**

QUÉBEC 418-654-8677
LÉVIS 418-654-8677
TROIS-RIVIÈRES 819-696-8677
MONTRÉAL 514-231-8677
LAVAL 450-627-3716
LONGUEUIL 450-445-9829

Ceriff's Store

Québec, Lévis, Montréal, Trois-Rivières, Repentigny, Laval, Boisbriand, Mont-Tremblant, Longueuil, Beloeil, Magog

PARTI QUÉBÉCOIS

Cloutier et Hivon seront de la course à la chefferie

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

L'incertitude est levée. Les députés Alexandre Cloutier et Véronique Hivon se disputeront le titre de chef du Parti québécois. Reste à savoir « où » et « quand » ils annonceront officiellement leur volonté de succéder au magnat de la presse Pierre Karl Péladeau.

Réunis à huis clos, les élus péquistes ont donné leur bénédiction à la tenue d'une course à la direction du PQ vendredi. Il n'en fallait pas plus pour que la députée de Joliette, Véronique Hivon, « finalise sa réflexion »: elle sera sur les blocs de départ, a appris *Le Devoir* de sources sûres.

L'ex-ministre déléguée aux Services sociaux s'est distancée vendredi du député de Lac-Saint-Jean, Alexandre Cloutier, qu'elle avait appuyé durant la dernière campagne à la chefferie du PQ. « Je suis pas mal capable de voler de mes propres ailes. [...] Je suis dans ma propre trajectoire », a-t-elle insisté lors d'un impromptu de presse.

L'élue de 46 ans avait renoncé il y a près de deux ans à l'idée de briguer la direction du PQ. Elle avait plutôt choisi de consacrer ses énergies à parachever un long processus d'adoption internationale, a expliqué vendredi son attachée de presse. Un enfant avait été jumelé, et ce, après quatre ans d'attente. Le projet n'a cependant pas abouti.

M^{me} Hivon s'était entre-temps ralliée à la candidature de son confrère Alexandre Cloutier. Celui-ci devra cette fois-ci se résigner à voir sa consœur « voler de [ses] propres ailes ». « On a une véritable relation d'amitié, ce qui fait que c'est un peu



Les députés ont préféré Sylvain Gaudreault à sa collègue Agnès Maltais (à gauche), qui s'est ralliée lors d'une conférence de presse réunissant tout le caucus dans un hôtel de l'arrondissement Sainte-Foy.

shakespearien comme scénario», a souligné l'ancien ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

A moins d'un coup de théâtre, M. Cloutier annoncera lui aussi sa candidature à la succession de Pierre Karl Péladeau, qui a démissionné avec fracas au début de la semaine. « Ma décision, elle est déjà prise, c'est clair. Je sais où je m'en vais », a fait valoir l'homme politique de 38 ans. « Dans tous les scénarios, je vais terminer avec madame Hivon. Dans tous les scénarios

envisageables, on va travailler ensemble. On est condamnés à le faire », a-t-il ajouté.

La perspective d'un affrontement Cloutier-Hivon inquiète le député de Gaspé, Gaétan Lelièvre. Il a dit ne ménager aucun effort pour répéter la « formule gagnante » de la précédente campagne à la chefferie. Avec l'aide de M^{me} Hivon, M. Cloutier avait terminé au second rang la course à la direction du PQ. « J'aimerais beaucoup que Véronique et Alexandre fassent partie de la même équipe comme on l'a fait

la dernière fois », a affirmé M. Lelièvre avant d'ajouter: « Ce sont deux candidatures qui se ressemblent beaucoup, ils ont les mêmes valeurs, la même vision. »

Deux candidats économiques

Les élus Martine Ouellet et Nicolas Marceau envisageaient, eux aussi, la possibilité de prendre part à la deuxième course à la chefferie péquiste depuis la débâcle électorale de 2014. Tous deux ont misé sur l'importance d'avoir des candidats

Nathaly Dufour appuie Hivon

L'ex-chef intérimaire d'Option nationale Nathaly Dufour reprendra sa carte de membre du PQ quand Véronique Hivon officialisera sa candidature à la succession de Pierre Karl Péladeau. « Je pense que je ne serai pas la seule », a-t-elle lancé lors d'une entrevue téléphonique avec *Le Devoir* vendredi. M^{me} Hivon est « la seule » personne parmi les candidats présentés qui lui donne « espoir » de voir le PQ « se réinventer ». « Le PQ a besoin de se renouveler, de parler [et d'être doté] d'une vision plus claire. C'est la femme de la situation. » A ses yeux, la députée de Joliette est une « vraie de vraie » indépendantiste: Véronique Hivon érige l'indépendance en « priorité » et la présente sous les traits d'un projet « incarné ». Par ailleurs, M^{me} Dufour s'est dite « pas étonnée » de voir Jean-Marc Aussant passer son tour. Elle aurait été « déçue » si M^{me} Hivon avait fait de même.

économiques sur les rangs. Ex-ministre des Finances, Nicolas Marceau a même invité les membres du PQ à faire de l'économie leur « priorité ». « Les gens sont très enthousiastes. Moi, ce que j'entends, c'est que les gens veulent une candidature avec un profil économique », a soutenu l'ex-ministre des Ressources naturelles, Martine Ouellet, rappelant avoir négocié des contrats de plusieurs milliards de dollars lorsqu'elle travaillait chez Hydro-Québec.

Plusieurs députés ont dit appuyer l'idée d'une « course rapide » dont l'issue devrait être quelque part au cours de l'automne. « Il faut laisser parler les militants, on n'est pas pour faire ça au-dessus de leur tête », a insisté le whip, Harold Lebel. Message entendu, a fait valoir le chef intérimaire du PQ, Sylvain Gaudreault, avant de mettre le cap vers Montréal, où l'exécutif national du PQ s'est réuni en soirée afin d'explorer des « scénarios possibles de course au leadership ».

Les « détails » seront dévoilés

samedi matin. Ceux-ci seront soumis à la conférence nationale des présidents et des présidentes (CNPP) en juin.

« Je n'ai pas du tout l'intention de toucher, même avec le bout d'une aiguille, les débats internes de la course », a déclaré M. Gaudreault. Il s'assurera toutefois que la campagne à la chefferie « se fait dans le calme et le respect ». « Ma préoccupation, c'est que ça se fasse dans l'ordre. »

M. Gaudreault a été préféré à M^{me} Maltais afin de tenir les commandes du PQ d'ici à la désignation d'un successeur à M. Péladeau. Le député de Jonquière a d'ailleurs dit vouloir « [s']inscrire dans la continuité » de Pierre Karl Péladeau. L'aile parlementaire péquiste continuera de dénoncer les « failles extrêmement importantes » du gouvernement libéral, « qui détruit comme jamais [...] le Québec que nous aimons », a conclu le nouveau chef de l'opposition officielle.

Le Devoir

HOMMAGE À YVON CHARBONNEAU (1940-2016)

L'héritage inspirant d'un grand leader syndical

Monsieur Yvon Charbonneau, ce grand homme ayant marqué l'histoire du syndicalisme québécois et celle de notre organisation, s'est éteint le 22 avril dernier. Il a présidé la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ), ancêtre de la CSQ, de 1970 à 1978 et de 1982 à 1988. C'est d'ailleurs sous sa direction que la CEQ, qui était jusqu'en 1974 la Corporation des enseignants du Québec, s'est transformée en une grande centrale syndicale.

Ardent promoteur de la solidarité intersyndicale, il a contribué à la création du premier front commun CEQ-CSN-FTQ, lors de la négociation des secteurs public et parapublic, en 1972. Cette dernière a d'ailleurs donné lieu à un mouvement de grève sans précédent, réprimé par des injonctions et une loi spéciale (la loi 19). Pour avoir conseillé aux syndiqués et syndiqués de passer outre aux injonctions ordonnant leur retour au travail, Yvon Charbonneau, tout comme le président de la CSN et celui de la FTQ, Marcel Pepin et Louis Laberge, a été condamné à l'emprisonnement.

L'éducation et l'équité ont toujours été au cœur de l'engagement et des actions d'Yvon Charbonneau. Il croyait profondément que les syndicats devaient se battre pour de meilleures conditions de travail, tout en luttant pour une plus grande justice sociale.

Après avoir quitté la CEQ, M. Charbonneau a continué à faire sa marque comme député, tant à Québec qu'à Ottawa, ainsi que sur la scène internationale à titre d'ambassadeur à l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Celles et ceux qui l'ont côtoyé garderont le souvenir d'un être brillant, aux profondes convictions. Militant déterminé, il était aussi exigeant envers ses proches collaborateurs qu'avec lui-même et il faisait preuve d'une rigueur exceptionnelle.

Aujourd'hui, la grande famille de la CSQ se souvient d'un président qui sera allé jusqu'au bout pour défendre ses membres. Elle offre ses plus sincères condoléances à son épouse Raja, à ses enfants, Alain, Christine, Michèle et Yasmina, ainsi qu'à ses proches.

Merci, président Charbonneau!



Demier débat de la saison



LE DEVOIR DE DÉBATTRE

Arctique et Nord : le flou des frontières prépare-t-il des conflits explosifs ?

Animé par l'éditorialiste du *Devoir*
Antoine Robitaille



Henri Dorion
Géographe



Suzanne Lalonde
Professeure titulaire, Faculté de droit, Université de Montréal



Frédéric Lasserre
Professeur, Département de géographie de l'Université Laval, directeur du Conseil québécois d'études géopolitiques



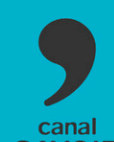
Bernard Voyer
Explorateur et alpiniste

Le mercredi 11 mai, 19 h

Chapelle du Musée de l'Amérique francophone • 2, côte de la Fabrique, Québec
Réservez au 418 643-2158 • Prix : 12 \$ (abonnés des Musées de la civilisation et étudiants: 10 \$)



LE DEVOIR L'inis



FORT McMURRAY

La superficie de l'incendie pourrait doubler en 24 heures

KARL
RETTINO-PARAZELLI

Des milliers d'évacués qui se trouvaient au nord de Fort McMurray ont pu pousser un soupir de soulagement vendredi après avoir regagné des lieux plus sûrs, mais le cauchemar des pompiers, lui, se poursuit. La superficie de l'immense feu de forêt qui ravage l'Alberta depuis le début de la semaine pourrait doubler d'ici la fin de la journée de samedi, mettent en garde les pompiers de la province.

L'opération visant à déplacer les citoyens de Fort McMurray qui avaient dû fuir le brasier en se réfugiant plus au nord s'est mise en branle vers 6 h du matin. Tout au long de la journée, cinquante véhicules à la fois, des convois de sinistrés escortés par des voitures et des hélicoptères de la Gendarmerie royale du Canada se sont mis en route vers le sud sur l'autoroute 63, la seule voie de passage accessible.

Sur leur trajet, les sinistrés ont traversé Fort McMurray, sans pouvoir vérifier l'état de leur résidence. Ils ont cependant pu constater l'ampleur des dégâts à partir de leur véhicule: des quartiers réduits en poussière, un motel Super 8 endommagé et une station d'essence en ruines.

Plus au sud, les sinistrés ont pu emprunter la route de leur choix, se dirigeant vers les hôtels, les terrains de camping ou les centres d'accueil temporaires à Edmonton ou ailleurs.

Vendredi, entre 1500 et 1600 voitures ont circulé dans ces convois, ce qui signifie que près de 5000 personnes auraient été évacuées en voiture, a affirmé en fin de soirée le porte-parole de la GRC Jack Poitras.

Les autorités espéraient également être en mesure de transporter 5500 personnes par avion au cours de la journée. L'évacuation de tous les déplacés devrait prendre au moins quatre jours.

«La ville de Fort McMurray n'est pas sécuritaire et ce sera le cas pour une période importante», a fait savoir la première ministre de l'Alberta, Rachel Notley.

Même lorsque les flammes ne représenteront plus un danger, ses habitants devront attendre que les autorités inspectent les bâtiments toujours debout avant de pouvoir les réintégrer.

La première ministre Notley a annoncé que son gouvernement versera à partir de mercredi une aide directe aux quelque 90 000 sinistrés: 1250\$ par adulte et 500\$ par personne à charge, pour un coût total de 100 millions pour la province. Elle a demandé aux évacués de s'enregistrer dès que possible pour permettre aux responsables d'évaluer l'ampleur des besoins.

Forte progression

Sur le terrain, l'incendie a poursuivi sa progression, atteignant une superficie totale de plus de 1000 kilomètres carrés. Chad Morrisson, du service des incendies de l'Alberta, a fait savoir en début de soirée que les pompiers ne sont pas au bout de leurs peines.

La température élevée et les forts vents soufflant vers le nord-est qui sont prévus samedi devraient faire doubler la superficie des feux de forêt d'ici samedi soir, a estimé M. Morrisson.

«La météo ne coopère pas», s'est désolée Danielle Larivee, ministre des Affaires municipales de l'Alberta.

Seule bonne nouvelle, plusieurs infrastructures importantes de Fort McMurray — usine de traitement des eaux, hôpital et aéroport — sont demeurées intactes, a-t-il précisé.

Des pompiers additionnels s'ajouteront dans les prochains jours pour prendre le relais des travailleurs mis à rude épreuve depuis dimanche.

Le gouvernement albertain a interdit vendredi soir l'usage récréatif de véhicules tout-terrain, craignant que leur passage en forêt soit suffisant pour déclencher de nouveaux incendies. Cette directive ne s'applique pas aux agriculteurs et aux autochtones.

Trudeau sur place prochainement

De son côté, le premier ministre Justin Trudeau a l'intention d'aller à Fort McMurray, mais seulement «dans les prochaines semaines». «Je crois que nous sommes tous conscients qu'un premier ministre qui débarque à Fort McMurray quand les pompiers tentent de contenir un énorme feu de brousse ardent n'est pas particulièrement utile», a-t-il expliqué en point de presse à Toronto.

Le premier ministre ira témoigner son appui à la première ministre Notley, mais aussi constater l'ampleur de la dévastation à Fort McMurray. La ville a «pendant plusieurs années contribué à une grande part de l'économie canadienne, en termes de croissance», et elle a «maintenant grandement besoin de notre aide et de notre attention», a-t-il fait valoir.

Ottawa continue de collaborer étroitement avec l'Alberta et a répondu «à toutes les demandes» de la province, a plaidé le premier ministre Trudeau. Outre les hélicoptères et l'avion Hercules mis à la disposition de la province, Ottawa a également dépêché 7000 lits de camp, et 13 000 autres sont en route vers la région.

Avec Marie Vastel
et La Presse canadienne
Le Devoir



Le premier convoi de 50 véhicules est passé à travers la ville à environ 6 h. Il était escorté par la Gendarmerie royale du Canada et un hélicoptère de police surveillait le risque d'un éventuel changement dans la direction des vents.

L'aide s'organise pour les sinistrés

BORIS PROULX
à Edmonton

Dans le nord-est de la ville d'Edmonton, le camp de sinistrés installé au Centre d'exposition Northlands semble fonctionner au quart de tour en ce vendredi. Ici, on s'attend à ce que des centaines de personnes en route dans les convois routiers arrivent au cours du week-end.

En soirée, plusieurs automobilistes arrivés du nord se sont mêlés aux 4400 personnes hébergées sur les lieux. D'autres ont débarqué de vols nolisés, qui acceptent exceptionnellement les chiens en cabine.

Entre ces murs se trouvent des intervenants pour le soutien psychologique, mais le site est interdit aux médias. Des sinistrés abordés dans le stationnement n'ont que des bons mots pour l'organisation, et confirment qu'ils reçoivent tout ce dont ils ont besoin de la part d'organismes de charité.

Malgré tout, des citoyens convergent vers Northlands pour offrir de l'aide. C'est le cas de Josée Bédard et Eric Bédard, couple qui a habité une dizaine d'années à Fort McMurray avant de s'installer à Edmonton. Dans la boîte de leur camionnette sont empilés

des sous-vêtements neufs. «Normalement, je vends ces sous-vêtements dans les marchés», raconte Josée, entre deux passages de sinistrés. Le Centre leur a déjà indiqué qu'il n'acceptait pas les dons sur place, mais pas question de partir. «On ne peut pas donner grand-chose, mais on donne ce qu'on peut», ajoute Eric. Il s'inquiète du même souffle que ses collègues d'une mine de l'industrie des sables bitumineux ne reçoivent pas une pleine compensation pour leur maison. «Déjà, avec le ralentissement de l'économie, certains ont perdu beaucoup d'argent.»

Dons et compassion

Place Churchill, au cœur du centre-ville d'Edmonton, des milliers de personnes sont réunies pour déguster des crêpes à l'invitation du maire, Don Iveson. Spatule en main, il discute avec le chef intérimaire du Parti conservateur du Canada, Rona Ambrose, tout en servant le déjeuner à ceux qui ont fait un don de 5\$ à la Croix-Rouge. Les politiciens ne s'échangent pas de politesses, mais plutôt des nouvelles de leurs connaissances communes à Fort McMurray. «Tu savais que sa maison a

brûlé au complet?» demande le maire à celle qui est aussi députée fédérale d'une banlieue d'Edmonton. Plus loin, on peut apercevoir le député libéral Randy Boissonneault faire tourner des crêpes avec le même air grave. L'argent amassé ici s'ajoutera aux 24 millions de dollars en dons individuels déjà reçus par la Croix-Rouge canadienne. En ajoutant les 6 millions en dons corporatifs, 30 millions de dollars ont été amassés jusqu'à maintenant.

Ottawa doublera les dons individuels faits d'ici la fin du mois de mai, sans imposer de plafond à sa contribution. Le gouvernement de l'Alberta fera de même, ce qui signifie que la Croix-Rouge recevra 3\$ pour chaque dollar versé par des Canadiens.

Laila Goodridge se démarque des autres bénévoles, tous habillés de jaune. Francophone et originaire de Fort McMurray, elle a plutôt choisi de porter un t-shirt sur lequel on peut lire un slogan de soutien à l'industrie pétrolière. Après avoir travaillé un temps à Ottawa, elle était depuis peu de retour dans la région pétrolière de son enfance pour y trouver de l'emploi. Ironie du sort, c'est au moment du

retour que sa ville est passée sous les flammes.

«J'ai vu dans les médias que les gens de Lac-Mégantic se mobilisent pour nous autres. Ça m'a fait pleurer. Ça me rend fier d'être Canadienne», s'enthousiasme-t-elle. Le parallèle entre les deux villes lui semble évident. «Lac-Mégantic, c'est une ville industrielle et un peu isolée. Exactement comme Fort McMurray.»

Toute sa famille est saine et sauve à Edmonton, où elle est hébergée chez des amis. L'exil risque toutefois d'être long. Elle s'inquiète du fait que son petit frère, qui devait terminer l'école secondaire cette année, doit maintenant trouver une école dans la capitale albertaine. Vérification faite auprès du Conseil scolaire Centre-Nord, qui gère les écoles francophones d'Edmonton, toutes les écoles sont prêtes à recevoir des élèves de Fort McMurray. «Ça aide un peu, d'être francophone», sourit Laila. «Quand on a appelé les assurances, on a pu avoir une ligne plus rapidement parce qu'on parlait français.»

Collaborateur
Le Devoir

Sur l'impact économique, des questions sans réponse

FRANÇOIS DESJARDINS

Le coût humain et psychologique sera incalculable pour les 80 000 évacués de Fort McMurray, mais les questions sur l'impact économique s'accumulent. Combien d'emplois disparaîtront? Combien de petites entreprises fermeront leurs portes? Pendant combien de temps les sables bitumineux, qui comptent pour 25% de la capacité pétrolière canadienne, seront-ils en arrêt? Quel sera l'impact sur le raffinage, sur le prix de l'essence?

«La première ministre a dit vendredi matin que le retour des gens n'est pas une question de jours, ce qui signifie donc une ou plusieurs semaines», a fait remarquer Todd Hirsch, économiste en chef d'ATB Financial, la plus grande institution financière albertaine.

«Si c'est une semaine, l'impact sur l'économie dans son ensemble ne sera pas majeur. Mais si c'est trois ou quatre... Disons qu'il y a plus de questions que de réponses concrètes», a ajouté M. Hirsch, qui s'attend à devoir réviser ses prévisions de 2016 tablant sur une décroissance de 1,3% pour l'Alberta, déjà affaiblie par la déprime pétrolière. Le nouveau chiffre pourrait avoisiner 1,5 ou 2%.

Les arrêts partiels et complets des installations ont fait en sorte que 40% de la production est actuellement suspendue. Tous les efforts

vont à la sécurité. «Au cours des prochains jours, nous continuerons à transporter les gens vers l'extérieur de la région, à nous assurer que nos sites sont sécuritaires et prêts à revenir à la production, et à aider la communauté à se remettre», a indiqué dans un message aux employés Steve Williams, président de Suncor, un des gros producteurs. Un autre, Syncrude, a versé des avances aux employés afin de couvrir les dépenses encourues par l'évacuation.

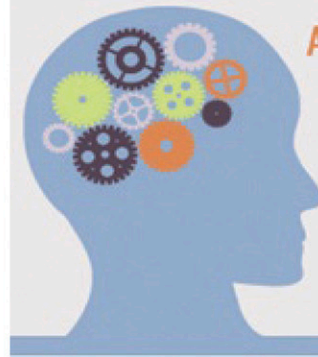
S'il durait une semaine complète, l'arrêt de production aurait pour effet de retenir dans le sol sept millions de barils de pétrole, a écrit First Energy Capital dans une analyse transmise au Devoir. «Nous nous attendons à ce que l'effet sur les prix soit minime, compte tenu des stocks [de pétrole] à divers endroits situés en aval des sables bitumineux.» Un arrêt plus long pourrait avoir un impact, notamment sur l'approvisionnement des raffineries à l'approche de la période des vacances. Vendredi, le cours du pétrole WTI était stable à un peu moins de 45\$US.

«On peut facilement lancer des chiffres, a conclu First Energy. Mais le coût le plus grand, celui sur la psychologie des gens, les vies perdues, les vies bouleversées, la propriété détruite, voilà le vrai coût de cette catastrophe.»

Le Devoir

Vous sentez-vous plus distrait?

Vous oubliez des rendez-vous ou des anniversaires?
Avez-vous de la difficulté à vous souvenir de conversations?



Si vous avez remarqué des changements à votre mémoire au cours de la dernière année et que vous vous demandez s'il s'agit d'un signe normal du vieillissement ou de quelque chose de plus grave, vous pourriez être intéressé à participer à une étude de recherche clinique.

POUR PARTICIPER, VOUS DEVEZ :

- Avoir entre 50 et 85 ans
- Éprouver des troubles de mémoire depuis au moins un an
- Avoir quelqu'un dans votre vie qui peut vous accompagner aux visites de l'étude et vous aider à respecter les exigences de l'étude

POUR EN APPRENDRE DAVANTAGE, VEUILLEZ COMMUNIQUER AVEC :

Institut universitaire en santé mentale
Douglas
Tél: 514-761-6131 ext. 4406 or 2034
E-mail: elena.lebedeva@douglas.mcgill.ca
6875 Boul. LaSalle,
Montréal, QC H4H 1R3



101, RUE DE L'AMNÉSIE COLLECTIVE



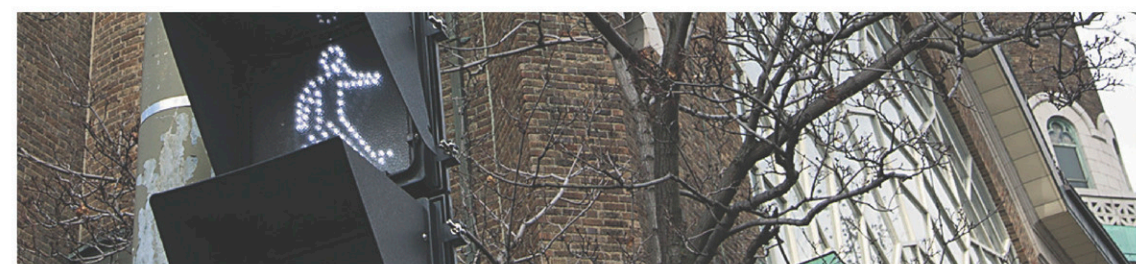
« La toponymie, ce n'est pas quelque chose de figé, c'est dynamique, ça peut être inventif. Mais, pour cela, il faut que les occupants d'un territoire s'y intéressent de plus près pour faire ressortir toute la singularité d'un lieu qui ne peut que leur ressembler. »

Sylvain Paquette, sociologue et membre de la Chaire UNESCO en paysage et environnement

Des toponymes à longue portée

La façon dont on nomme un territoire témoigne de la façon dont on l'occupe

TEXTES : FABIEN DEGLISE
COLLECTE DES DONNÉES : VINCENT LARIN
PHOTOS : JACQUES NADEAU



La question mériterait sans doute sa rue et, par le fait même, son panneau: nommer de manière générique un territoire, comme il semble être de bon ton de le faire depuis des lunes au Québec, permet-il de se l'approprier correctement?

Pas vraiment, estime le sociologue Sylvain Paquet, de la Chaire UNESCO en paysage et environnement à l'Université de Montréal, qui voit, dans le triomphe de la toponymie un peu trop normative, un risque élevé de déconnexion des humains avec les lieux qu'ils nomment de la sorte. « Il faut être très vigilant avec la façon dont on nomme le territoire collectivement, car cela témoigne de la manière dont on cherche à se l'approprier, lance à l'autre bout du fil le spécialiste des espaces habités. La toponymie, c'est bien plus que des noms, c'est un projet d'occupation du territoire, de construction d'un paysage qui évoque le sens qu'on veut lui donner, qui expose nos aspirations communes », mais également nos valeurs, de même que la mémoire d'un espace que l'on souhaite passer au suivant.

« Nommer un lieu est un acte d'une portée extraordinaire, confirme Rachel Bouvet, professeure à l'UQAM, spécialiste de géopécologie et membre du Centre de recherche sur le texte et l'imaginaire (FIGURA). On devrait y porter une attention plus grande. Actuellement, il n'y a rien de très collectif ni de très réfléchi. On aime dire que l'on fait corps collectivement avec le territoire, mais la toponymie ne l'incarne pas vraiment. »

Les choses seraient doucement en train de changer, à en croire la géographe Caroline Desbiens, qui enseigne à l'Université Laval en plus de siéger à la Commission de toponymie du Québec.

« Là où il y a de nouvelles artères, de nouveaux lieux à nommer, la commission encourage désormais l'originalité, les noms qui suscitent l'imaginaire », dit-elle. Comme ceux rappellent une activité, une expérience, un passé ou encore une tradition liée au territoire. Ce fut le cas à Lévis, où les fusions, en 2002, ont forcé la modification de 515 noms de rue dans les dix villes qui forment désormais la nouvelle entité municipale. L'exercice n'a pas été de tout repos, mais il a fait apparaître plusieurs noms de rue s'éloignant des terminologies arboricoles, patronymiques ou religieuses habituelles pour évoquer plutôt la mémoire industrielle de certains lieux.

Les bois et les mouettes
La rue du Tangon, en remplacement de la place des Bois, et la rue des Laquiers, qui se substitue à celle des Mouettes, entrent dans cette catégorie, rappelant au bon souvenir du présent l'activité des chantiers maritimes de Lévis.

Pause didactique: le tangon est une pièce de métal ou de bois qui sert à barrer le corlage d'un navire, alors que le tangon est un navire dédié au transport du vrac sur le fleuve et les Grands Lacs. Plusieurs ont été construits dans les chantiers maritimes Davie de l'ancienne ville de Lauzon. « En 2015, Lévis a reçu le prix du Mérite du français en

toponymie pour la grande qualité de sa refonte, indique Jean-Pierre Leblanc, porte-parole de la Commission. Les cas Tangon et Laquiers sont d'ailleurs intéressants, car ils rappellent une mémoire des lieux que les habitants des rues concernées ne comprenaient pas ou avaient oublié. La toponymie ici fait acte de mémoire. »

Sous l'annézié
Remède à la mémoire qui flanche? La toponymie gagnerait aujourd'hui à emprunter cette avenue, croit Rachel Bouvet, qui s'étonne souvent du caractère d'une bande micmaque; ou Kateri Tekakwitha, Mohawk à l'identité composite surnommée le « lys des Agniers ». Y compris pour des rues au nom générique ou montrant trop de saints, que le Québec contemporain pourrait décider de rebaptiser.

« Renommer une rue n'est jamais une chose facile, concède Sylvain Paquet, et ouvre la porte à des tensions, des résistances et des polémiques. » « Les rues Principale et l'on pourrait en rebaptiser quelques-unes », fait valoir M^{me} Bouvet, et ce, en ne cherchant pas forcément à multiplier la présence de personnages historiques déjà inscrits à la toponymie, mais en profitant de ces espaces, tout comme des nouvelles rues qui apparaissent, pour en ajouter de nouveaux.

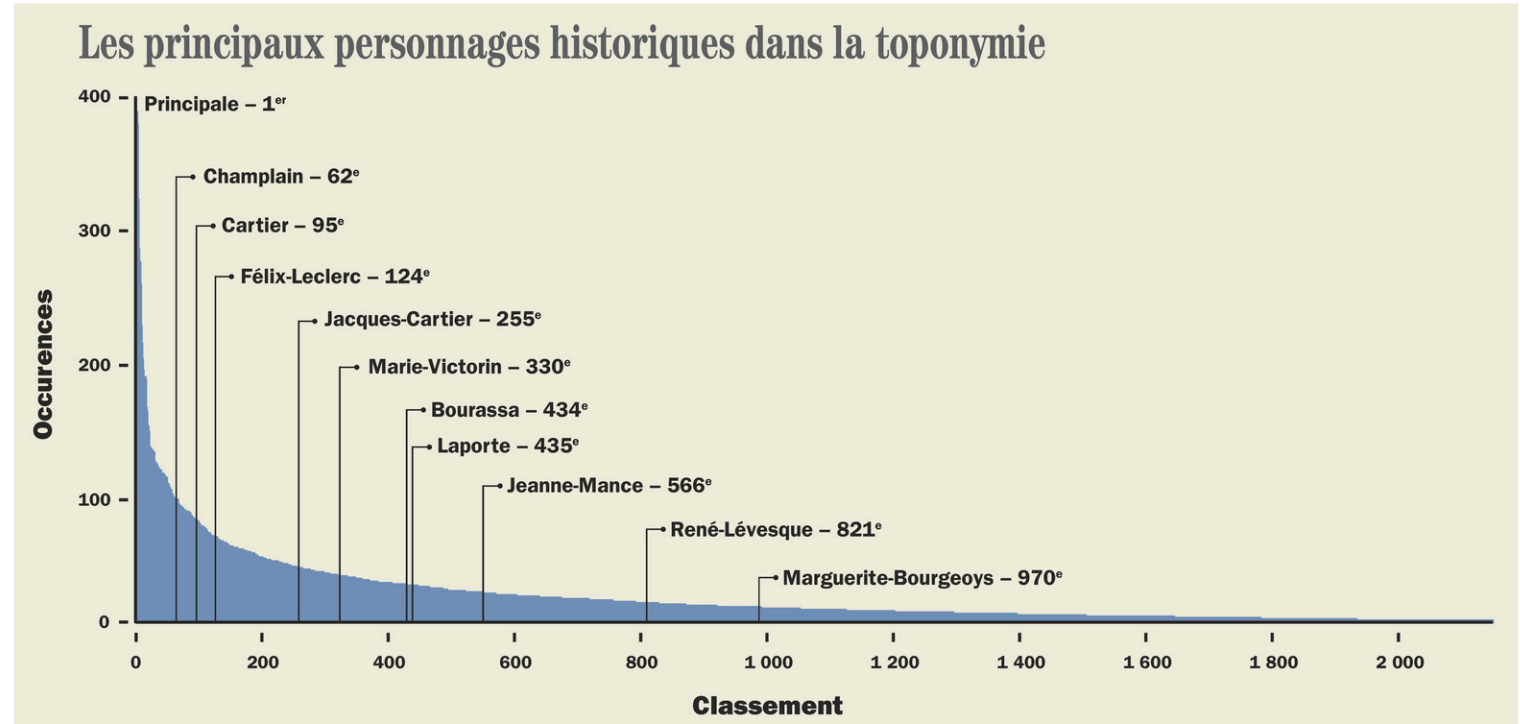
« Trop de personnes marquant, trop de dates historiques, trop de pratiques singulières, déjà, ne figurent nulle part dans notre toponymie, conclut Caroline Desbiens. Il est peut-être temps de les y ajouter. »

Desbiens, puisqu'elle permet de renouer, par la toponymie, avec une part de l'identité du Québec que l'histoire récente avait volontairement occultée. « La tendance va dans ce sens depuis quelques années », donne ainsi espoir aux Premières Nations d'évoluer à l'avenir dans un environnement où pourraient se multiplier les noms Donnacona, chef du village iroquoien Stadaconé; Obwandiyag, chef des Amérindiens de l'Outaouais que l'on appelait Pontiac; Tecumseh, chef de la tribu des Shawnees; Henri Membertou, chef d'une bande micmaque; ou Kateri Tekakwitha, Mohawk à l'identité composite surnommée le « lys des Agniers ». Y compris pour des rues au nom générique ou montrant trop de saints, que le Québec contemporain pourrait décider de rebaptiser.

« Renommer une rue n'est jamais une chose facile, concède Sylvain Paquet, et ouvre la porte à des tensions, des résistances et des polémiques. » « Les rues Principale et l'on pourrait en rebaptiser quelques-unes », fait valoir M^{me} Bouvet, et ce, en ne cherchant pas forcément à multiplier la présence de personnages historiques déjà inscrits à la toponymie, mais en profitant de ces espaces, tout comme des nouvelles rues qui apparaissent, pour en ajouter de nouveaux.

« Trop de personnes marquant, trop de dates historiques, trop de pratiques singulières, déjà, ne figurent nulle part dans notre toponymie, conclut Caroline Desbiens. Il est peut-être temps de les y ajouter. »

Le Devoir



Dix noms audacieux

Qui n'apparaissent qu'une seule fois dans la toponymie

- Rue du Baleinier
- Rue Lustucru
- Rue de la Dulcinée
- Rue des Balades
- Rue de la Volute
- Rue des Druides
- Rue du Chanvre
- Rue du Chantier
- Rue de la Maréchaussée
- Rue des Doublons

737

C'est le nombre total d'odonymes que se partagent les 10 premières figures historiques s'illustrant le plus dans la toponymie, toutes des figures masculines.

La toponymie du Québec a-t-elle emporté un peu plus la mémoire des femmes?



Plein de vides toponymiques à combler

C'est la donnée numérique, extraite des registres de la toponymie du Québec, qui parle: en matière de mémoire collective, Jeanne Mance, pionnière de la Nouvelle-France et cofondatrice de Montréal, apparaît sur un nombre de rues supérieur à celles honorant la mémoire de René Lévesque ou d'Émile Nelligan: 30 voies de communication portent son nom, contre 23 et 21 pour les deux hommes qui la suivent de près.

Marguerite Bourgeoys, qui a posé les bases de l'enseignement du français à Montréal avec l'ouverture de la première école en 1658, se rappelle au bon souvenir du présent par une toponymie qui lui est plus favorable que pour Jean-Paul Riopelle, Henri Bourassa et même Robert Bourassa.

Malgré cela, à elles seules, ces deux femmes du passé n'arrivent pas à faire oublier que les 10 premières figures historiques s'illustrant le plus dans la toponymie, avec Champlain en tête, sont toutes des figures masculines qui se partagent un total de... 737 odonymes posés sur le territoire en leur honneur.

Du rattrapage

Dans l'annézié collective qu'elle semble exprimer, la toponymie du Québec a-t-elle emporté un peu plus la mémoire des femmes? « En la matière, il y a certainement du rattrapage à faire », concède la géographe et membre de la Commission de toponymie du Québec Caroline Desbiens.

Elle souligne toutefois que, depuis les années 80, plusieurs composantes féminines du patrimoine québécois ont fait leur entrée dans cet espace narratif de commémoration par le toponyme.

C'est le cas, entre autres, de Thérèse Casgrain, politicienne et militante dont le nom revient 13 fois sur le territoire, suivie de Marie Gérin-Lajoie, religieuse et pionnière dans la défense du droit des femmes au Québec, d'Idola Saint-Jean, journaliste et suffragette, de Léa Roback, syndicaliste et féministe, ou encore de Madeleine Parent, dont le destin et celui des ouvrières du textile ont été scellés sur le territoire.

La part de l'autre

« Il est très difficile de quantifier le nombre de femmes que la toponymie désigne », dit Jean-Pierre Le Blanc, qui rappelle que plusieurs noms de

« Il y a très peu de rues portant des dates commémoratives ou faisant référence à des événements marquants de l'histoire et de la trajectoire du Québec »

Rachel Bouvet, spécialiste en géopécologie et littérature, une discipline qui rapproche géographie et littérature

rue évoquent des prénoms féminins ou rappellent des activités liées à des femmes: l'allée des Infirmières, le boulevard des Alumettières et la rue des Cisterciennes en font partie. « La Commission, depuis plusieurs années, s'assure toutefois que les nouvelles désignations commémorent cette part de l'histoire politique, économique ou culturelle écrite également par des femmes. »

Les auteures Blanche Lamontagne, Jovette Bernier, Moïsette Ollier ou encore Reine Malouin ont profité de cette volonté affichée de rebaptiser le trou de mémoire toponymique, tout comme les figures du monde de la santé Florence-Louise Bradford, qui a ouvert une maternité pour femmes seules à Sherbrooke en... 1915, ou encore l'institutrice militante Laure Gaudreault, qui a regroupé les enseignantes de rang dans un syndicat entre 1947 et 1975.

Plus récemment, c'est la mémoire de Claire Kirkland-Casgrain qui vient d'être honorée par Montréal: son nom va être posé sur l'immeuble de la Cour municipale, a indiqué Denis Coderre le 20 avril dernier.

Le sociologue Sylvain Paquette, membre de la Chaire UNESCO en paysage et environnement, observe tout ces vides avec philosophie.

« La toponymie, ce n'est pas quelque chose de figé, c'est dynamique, ça peut être inventif, dit-il en y voyant là de l'espoir pour la suite des choses. Mais, pour cela, il faut bien sûr que les occupants d'un territoire s'intéressent de plus près à leur toponymie pour faire ressortir toute la singularité d'un lieu qui forcément ne peut que leur ressembler. »

330

Le premier scientifique qui apparaît dans les toponymes les plus répandus sur le territoire est le botaniste Marie-Victorin, en 330^e position. Et il y est bien seul, sans même un Armand Frappier pour l'aider à combler cette vacance.

Le Devoir

AMNÉSIE COLLECTIVE

Les 50 toponymes les plus utilisés au Québec

Principale	415	2 ^e Avenue	136
Érables	388	Sainte-Anne	136
Église	379	Épinettes	135
Pins	323	1 ^{re} Avenue	135
Parc	286	Chênes	128
Cèdres	277	Notre-Dame	127
Bouleaux	276	Morin	127
Saint-Joseph	260	Boisé	126
Montagne	229	Quai	125
Moulin	216	Saint-Paul	124
Bellevue	204	Tremblay	123
Saint-Pierre	196	Richard	122
Rivière	191	Bélanger	122
Lac	191	Mésanges	122
Roy	191	Martin	121
Saint-Louis	189	Sainte-Marie	119
Ruisseau	168	3 ^e Avenue	119
Saint-Jean	165	Sapins	119
Peupliers	155	Robert	119
Saules	154	Hirondelles	118
Gagnon	150	Côté	117
Lilas	139	Ormes	117
Saint-Charles	138	4 ^e Rang	116
Mélèzes	138	Trembles	116
Domaine	137	Saint-Georges	112



De Noir à Paul

Hors des sentiers battus de l'odonymie, la toponymie des lacs, rivières, montagnes et autres lieux-dits du Québec semble également trahir une même fascination pour les éléments naturels, les figures bibliques et quelques patronymes de pionniers pour nommer le territoire, comme en témoigne une analyse fine des noms donnés à ces bouts du Québec. D'une manière un peu sombre, Noir y brille au sommet de la liste avec 312 occurrences, autant au masculin qu'au féminin, juste devant Castor et ses 276 utilisations. Suit ensuite Truite — souvent lié à un lac ou à une rivière à la —, avec 219 occurrences. Ailleurs, ce sont les

Long, Ours et Foin — référence aux herbes aquatiques d'un lac ou d'un plan d'eau autant qu'à l'expression «avoir du foin», qui fait référence à l'opulence et à la richesse — qui assoient leur suprématie sur le paysage avec des mentions variant de 210 à 169 fois. Paul et Pierre, du nom des apôtres, imposent presque également leur mémoire avec 127 et 131 mentions sur plusieurs lieux, lacs, rivières, anses, baies ou rochers, entre Portage qui nomme une action liée au transport commandée par le territoire, et Brûlé nommant plusieurs réalités liées au feu. Montagne, Pins, Moulin et Tremblay complètent la liste des 50 toponymes les plus répandus lorsqu'on sort des routes, chemins et rues du Québec.



DOMINIQUE FAGET AGENCE FRANCE-PRESSE
L'ambassadeur d'Israël en France Elie Barnavi (à droite) et le maire de Béziers, Raymond Couderc, posent avec l'ancienne plaque de la «rue de la Juiverie», dénomination jugée discriminatoire pour une ville qui s'engorgeait d'une tradition d'intégration des juifs, qu'ils ont rebaptisée «rue de la Petite Jérusalem» en 2001, à Béziers.

En France, les plaques indiquent, qui l'origine du nom d'une rue, qui le lieu de naissance d'un grand personnage. À Paris seulement, on en compte 1553.



FRED DUFOUR AGENCE FRANCE-PRESSE
Place de Rivoli à Paris. Son nom rappelle celui d'une ville italienne, siège d'une victoire remportée par Napoléon Bonaparte sur l'Autriche en 1797.

La France, championne de la toponymie

Une tradition nourrie par des années de réflexion et d'éducation

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant à Paris

Le «Grand-Est» et les «Hauts-de-France»! Nombre de Français ont eu l'impression qu'on ne s'était pas beaucoup creusé les méninges pour désigner ainsi deux des nouvelles régions françaises issues d'une réforme récente.

Il arrive en effet que, pour ne mécontenter personne, la toponymie se contente du plus petit dénominateur commun. Mais ces exemples ne devraient pas faire oublier que la France compte certainement parmi les champions de la toponymie.

Savez-vous qui sont Claude-Philibert Barthelot de Rambuteau et François-Nicolas Benoît Haxo? Rien de plus facile puisque les plaques des rues qui portent leur nom à Paris indiquent, comme dans la plupart des villes de France, que le premier a été député de l'Assemblée nationale et le second général de Napoléon. S'y trouvent aussi leurs dates de naissance et de décès. Il en va de même pour les illustres inconnus comme pour les plus célèbres.

Première destination touristique du monde, la France est probablement le champion mondial des plaques qui indiquent,

qui l'origine du nom d'une rue, qui le lieu de naissance d'un grand personnage, qui le nombre des enfants juifs déportés dans chaque école parisienne. À Paris seulement, on en compte 1553, dont plus de 600 concernent la dernière guerre.

Après l'attentat contre *Charlie Hebdo*, il n'aura fallu qu'un an pour qu'une plaque soit apposée sur l'immeuble où se trouvait le siège du journal. En France, les premiers dictionnaires toponymiques départementaux datent de 1860. Le premier dictionnaire national fut rédigé par Auguste Longnon en 1920.

Avec le temps, les choix de toponymes ont évolué. Au Moyen Âge, les dénominations répondaient plutôt à une logique fonctionnelle du genre «place de l'Église» ou «place du Marché». Les noms des grands de la noblesse apparaissent à la Renaissance. La Révolution française a parfaitement compris l'importance de la toponymie dans le façonnement d'une identité. Les places de la Nation et de la République se sont alors multipliées partout dans le pays.

Des enjeux politiques

Avec un succès variable, les révolutionnaires en profitèrent pour débaptiser nombre de lieux associés à l'Église et à la

monarchie. Quelques-uns poussèrent le ridicule jusqu'à rebaptiser la ville de Grenoble du nom de «Grelibre», qui sonnait mieux à leur oreille. Les anciens noms reviendront souvent, à la faveur du bon sens, mais aussi de la Restauration. Au XX^e siècle, c'est l'éclectisme qui est au rendez-vous, avec la multiplication des noms étrangers, comme la place de l'Europe ou la place du Japon.

Les régions soucieuses

Depuis quelques décennies, la Commission nationale de toponymie accorde une attention particulière à recenser les lieux-dits afin de ne pas perdre des noms qui remontent souvent à l'Antiquité et au Moyen Âge. Comme pour les noms autochtones au Québec, la toponymie française est souvent scrutée de près par les régions soucieuses de préserver leur identité propre. La Corse, l'Alsace et la Bretagne, où les inscriptions sont souvent bilingues, veillent tout particulièrement à la préservation des noms liés à leur histoire.

La Commission nationale de toponymie a d'ailleurs signé une entente avec la Commission de toponymie du Québec. Cette collaboration a permis de former des experts dans les pays de la Franco-

phonie et donné naissance à la base de données *Le tour du monde en français*, qui permet de trouver la graphie recommandée en français pour des centaines de toponymes partout dans le monde.

Comme ailleurs, il n'est pas rare que la toponymie devienne le lieu de combats politiques. À la fin des années 1990, la ville de Vitrolles, alors conquise par le Front national, avait débaptisé plusieurs rues et lieux, dont la place Nelson-Mandela rebaptisée place de Provence.

Malgré les hauts cris des historiens, on a renommé la rue de la Juiverie à Béziers et le quartier de la Négrresse à Biarritz. En 2013, la mairesse de Paris, Anne Hidalgo, a aussi nommé une cinquantaine de lieux du nom de femmes célèbres afin de combler le déficit en la matière.

Mais l'intelligence n'est pas toujours au rendez-vous. En 1999, l'entreprise américaine Icare, qui s'installait dans la petite ville de Villeneuve-d'Ascq, dans le Nord-Pas-de-Calais, avait fait pression pour rebaptiser la rue Gay-Lussac (du nom d'un grand chimiste français). Elle craignait que ses clients n'associent son entreprise aux... homosexuels!

Le Devoir



ABAT-JOUR ILLIMITÉS

L A M P S H A D E S

OBTENEZ

20% de rabais sur TOUS nos abat-jour et **40%** de rabais sur TOUS nos pieds de lampes

Présentez ce coupon au moment de l'achat. Excluant les commandes. Aucun ajustement de prix sur les commandes ou achats antérieurs. Valable du 7 mai au 31 juillet 2016.

- Plus de 5,000 abat-jour en magasin.
- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

Montréal : 4875, Jean-Talon Ouest · (514) 344-8555 · 1 (866) 747-8555
Laval : 2267, boul. Le Corbusier · (450) 682-8280
www.abatjourillimites.ca

LE DEVOIR

Papeterie Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire agendas, papiers Labo, papier St-Gilles, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau, sceaux, cires à cacheter.

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980

Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Le TIESS à l'ACFAS

Le transfert et la mobilisation des connaissances :

enjeux et défis pour l'innovation sociale

Mercredi 11 mai de 08 h 30 à 16 h 45

tiess
TERRITOIRES INNOVANTS
EN ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
LIAISON ET TRANSFERT

tiess.ca

ACTUALITÉS

RÉFUGIÉS EN RÉGION (3 DE 3)

Être jumelés pour mieux s'intégrer

Au Québec, les quelque 1000 réfugiés syriens qui sont parrainés par l'État sont installés en région. Récit des défis d'intégration, dans la très francophone ville de Saint-Hyacinthe.

LISA-MARIE GERVAIS
à Saint-Hyacinthe

Elles ne se connaissent pas, ont vécu sur deux continents et ne parlent pas la même langue. Pourtant, il semble que ce sera un match parfait, pour Lise Amyot et Robert Marquette, un couple de Saint-Hyacinthe jumelé à la famille Hac Gazi, des réfugiés syriens parrainés par le gouvernement. «*Ils nous sourient tout le temps, se réjouit M^{me} Amyot. J'ai l'impression que ça va être facile.*»

Au Québec, selon le type de prise en charge, les réfugiés ne reçoivent pas les services de la même manière. Dans le cas d'un parrainage privé — dont ont fait l'objet 4500 Syriens en 2015-2016 —, c'est la famille d'ici qui, pendant au moins un an, la responsabilité financière des réfugiés syriens accueillis. Elle est également responsable du logement, de la recherche d'emploi, de toutes les démarches pour le bilan de santé et les soins, l'inscription à l'école et l'inscription aux cours de francisation, jusqu'au permis de conduire. Et c'est à travers cet accompagnement que la famille immigrante s'initie à la culture. C'est presque une adoption.

En revanche, lorsque c'est l'État qui parraine — c'est le cas pour 900 réfugiés syriens que le Québec accueille dans les 13 villes de région —, la famille syrienne n'est pas prise en charge par une seule famille, mais par un réseau qui s'occupe en même temps de toutes les familles nouvellement arrivées. C'est donc l'organisme communautaire local qui s'occupe de toutes les démarches administratives, d'emploi, de santé, etc. Pour socialiser, comme les familles sont plus laissées à elles-mêmes, elles n'auraient que très peu d'options si ce n'était des programmes de jumelage qui existent dans certaines régions.

À Saint-Hyacinthe, la Maison de la famille des Mas-koutains (MFM), qui a une



PHOTOS JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Au Québec, alors que l'on compte 4500 parrainages privés, à peine 900 réfugiés syriens ont été pris en charge par l'État et installés en région.



Lise Amyot et Robert Marquette (au centre), un couple de Saint-Hyacinthe, a été jumelé à la famille Hac Gazi.

longue expérience dans le domaine, vient tout juste de lancer sa propre initiative afin de recruter des bénévoles désireux d'être jumelés

à des Syriens. «*L'objectif est que [les Syriens] s'intègrent dans la communauté d'accueil et que la communauté soit prête à les recevoir*», explique

Marthe Duhaime, responsable du jumelage familial à la MFM.

Des défis

Pour que le courant passe, il faut que les deux familles jumelées aient un minimum en commun. Sur le site de la Maison de la famille, on dit des Syriens qu'ils sont très accueillants et hospitaliers, que la famille est un sujet de conversation apprécié et qu'ils ont comme loisir «*le soccer, la danse, la musique et la "jasette"*». Soit. Au-delà des clichés, Marthe Duhaime s'occupe de dresser des profils plus précis des familles et de leurs besoins. «*Par exemple, il y a une femme, une infirmière, que je vais jumeler avec une Syrienne qui est enceinte et qui accouche dans deux mois et qui a fait la majeure partie de sa grossesse dans les camps de réfugiés.*»

Marthe Duhaime remarque que les femmes sont plus réticentes à l'idée d'être jumelées, même si c'est à une autre femme. L'un des défis, selon

elle, sera de les amener à sortir du cadre de la maison. «*Elles ne sont pas toujours à l'aise. Je les ai rencontrées seules et elles m'ont dit qu'elles ne se voient pas sortir de la maison. Ce n'est pas facile parce qu'elles doivent s'occuper des enfants. Si elles reçoivent la visite d'autres femmes, c'est différent, par contre*», dit-elle.

Briser la glace, quand on n'a pas la même culture et — surtout — lorsqu'on ne parle pas la langue de l'autre, n'est pas chose simple. C'est l'autre, voire le principal défi des Syriens dans leur nouvelle vie. Dans le cadre du projet de jumelage, ils ont toutefois droit à une banque de 12 heures de services d'un interprète, et un dictionnaire de poche français-arabe est remis aux familles jumelées.

Un échange enrichissant

Dans le boisé d'une cabane à sucre de Saint-Jude, Robert et Lise discutent avec la famille avec laquelle ils sont

jumelés. «*C'est sûr qu'on va les amener à Québec*», lance Robert. Ottawa est aussi dans les plans. Les pique-niques dans les parcs, une visite dans un refuge d'oiseaux de proie, des séances de manucure pour les femmes de la famille... «*On a déjà plein d'idées*», interrompt Lise Amyot, enthousiaste. Mohamed Hac Gazi, à qui l'interprète traduit tout, lève le pouce en l'air, tout sourire. «*Notre implication, c'est seulement pour les loisirs*», poursuit Lise. Et ce qui est bien, c'est que rien n'est imposé. Tout se fait dans un contexte amical.»

Ouvert sur le monde, le couple de retraités a un genre cubain, une bru mexicaine et a beaucoup voyagé, notamment au Moyen-Orient. Pour eux, l'échange sera enrichissant des deux côtés. «*On va beaucoup apprendre de leur culture et je vais essayer de leur transmettre la mienne. Dans le bénévolat, on donne, mais on reçoit beaucoup aussi*», dit Robert Marquette. Son épouse dit avoir hâte d'entendre Mohamed jouer du piano, lui qui, en Syrie, était musicien dans des réceptions privées. À travers le traducteur, Robert lui explique qu'à Saint-Hyacinthe, il y a beaucoup d'emplois dans l'agroalimentaire.

«*Je travaillais dans la musique et peut-être que je ne suis pas aussi en forme que les jeunes pour ce type de travail qui peut être très physique, mais quand on change de pays, il faut oublier ce qu'on faisait avant si on veut trouver du travail*», reconnaît M. Hac Gazi. L'interprète, Abdu el-Alamy, ajoute que lui-même travaille désormais comme comportementaliste et coach canin alors qu'il a pratiqué pendant 15 ans la médecine vétérinaire.

Jusqu'ici, peu de familles maskoutaines se sont manifestées. Le seul jumelage qui a été bouclé est celui entre Robert et Lise et la famille Hac Gazi. «*Ce n'est pas par manque d'intérêt, mais les familles aujourd'hui sont très occupées. Elles ont des enfants, deux emplois... Le temps est moins là*», constate Marthe Duhaime, qui ne perd pas espoir de réaliser d'autres jumelages. «*J'aimerais que chaque citoyen de Saint-Hyacinthe connaisse quelqu'un qui connaît ou est ami avec un Syrien. Il me semble que c'est un objectif atteignable*», conclut-elle, confiante.

Le Devoir

Sophie DOWNS M.Ps.
Psychologue clinicienne
Médiatrice familiale

Membre O.P.Q.
et R.C.P.O.S.S.

- psychothérapie individuelle
- psychothérapie conjugale
- médiation familiale

T 514 861-0630

Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

Les grandes conférences
CENTRE ST-PIERRE

Gabriel Ringlet

Dieu serait-il laïque?

Quelle sera la spiritualité du 3^e millénaire? L'éclatement du paysage religieux va-t-il s'accroître? Devant cette situation nouvelle et inédite, la tentation est grande de se retirer sous sa tente et de durcir son identité. Ne faut-il pas, plutôt, risquer son identité et oser rencontrer le visage de «l'autre»? Entre la volonté de sauver ses positions à tout prix et celle de démissionner, pourquoi ne pas prendre le pari de la singularité et accepter le vertige du dialogue?

Mercredi 18 mai 2016 | 19 h | 25 \$

Prêtre, écrivain, journaliste et universitaire, Gabriel Ringlet a été professeur et vice-recteur de l'Université catholique de Louvain. Il s'investit beaucoup dans l'accompagnement en fin de vie et encourage un dialogue approfondi entre les libres pensées.

INSCRIPTION REQUISE
www.centrestpierre.org | 514.524.3561 P. 600
1212, rue Panet, Montréal

CABARET

LIBERTÉ DE PRESSE **PRESSE EN LIBERTÉ**

Soirée animée par Patrick Lagacé

AU MENU

- Caricatures en direct par Chapleau (La Presse) et Garnotte (Le Devoir)
- Performance du groupe Wonder-trois-quatre et M. Circulation, Yves Desautels!
- Panel de discussion: «L'opinion est-elle devenue une source de désinformation?»
- Et autres surprises!

LE MARDI 10 MAI 2016
PORTES OUVERTES DÈS 19h
O PATRO VVS
356 AVENUE DU MONT-ROYAL E.

PRIX D'ENTRÉE 20 \$ +tx

PLACES LIMITÉES - INSCRIPTION EN LIGNE AU WWW.FRJQ.ORG OU À LA FRJQ AU 514 522-6142

Les profits seront remis à la FRJQ en soutien à sa mission de défense de la liberté de presse.

design par **M&D**

ACTUALITÉS

L'accord de Paris aux Communes

La ministre de l'Environnement du Canada, Catherine McKenna, a déposé vendredi aux Communes l'Accord de Paris sur le climat, en promettant que celui-ci sera ratifié « le plus tôt possible ». « On a travaillé très fort pour avoir un accord ambitieux », a fait valoir la ministre de l'Environnement et du Changement climatique au moment de déposer cet accord adopté par 195 pays en décembre. L'accord est officiellement déposé au Parlement canadien pour 21 jours, en vue de la ratification qui doit suivre. « On a dit qu'il sera soigneusement ratifié avant la fin de l'année, a-t-elle précisé. C'est quelque chose de très grand pour le Canada, a poursuivi la ministre. On était à New York le

22 avril pour signer l'accord de Paris. Ça fait partie de notre engagement fort sur les changements climatiques. On travaille maintenant au Canada avec les provinces et les territoires pour avoir notre plan pancanadien. » Globalement, les émissions de gaz à effet de serre sont en croissance constante au Canada, portées en bonne partie par le secteur des énergies fossiles. Selon les données d'Environnement Canada, les émissions atteindront 726 Mt en 2020. Si le Canada avait respecté les objectifs de Kyoto, les émissions du pays ne dépasseraient pas les 490 Mt à la fin de la présente décennie.

Le Devoir

D Lire Le texte complet d'Alexandre Shields sur l'application tablette et le site Web du Devoir.

Au tour de Québec d'agir pour protéger trois grandes îles de Laval, disent les citoyens

ALEXANDRE SHIELDS
Le regroupement de citoyens qui militent depuis 2008 pour la protection de trois îles majeures de la rivière des Mille-Îles presse Québec d'agir dans le dossier, au moment où ces îles ne bénéficient plus de mesures de protection. Le Devoir révélait vendredi que le gouvernement Couillard n'est toujours pas en mesure de confirmer si ces îles abritant une très riche biodiversité seront achetées et protégées. Les libéraux avaient pourtant décrété une mise en réserve dès 2012 dans le but de préserver ces milieux naturels

de développement immobilier. Maintenant que cette mise en réserve a pris fin jeudi, sans possibilité de renouvellement, il est temps de poser un geste en faveur de leur protection, selon Huguette Larochelle, porte-parole du groupe Sauvons nos trois grandes îles. « Le gouvernement ne doit pas laisser le sort des trois grandes îles reposer sur les épaules des citoyens. Nous avons fait notre travail et c'est maintenant au tour du gouvernement d'agir », a-t-elle fait valoir vendredi.

En plus de plaider sa cause auprès des élus municipaux et provinciaux au fil des ans, l'organisme a notamment fait circu-

ler une pétition pour la protection des îles Saint-Joseph, aux Vaches et Saint-Pierre qui a recueilli plus de 41 000 signatures.

Une étude écologique financée par Québec et publiée en 2011 a aussi permis de découvrir une très grande biodiversité. « Les trois grandes îles de cet archipel possèdent une diversité végétale impressionnante avec des écosystèmes forestiers exceptionnels et des peuplements rares à l'échelle de la province. Elles offrent une grande variété d'habitats qui supportent une flore et une faune riches et diversifiées comprenant de nombreuses espèces rares ou en péril. »

Au lendemain de la publi-

cation de cette étude, les cinq députés de Laval s'étaient d'ailleurs prononcés en faveur de la protection des trois îles, dont Michelle Courchesne, qui était alors la ministre responsable de la région de Laval. Mais depuis, le dossier peine visiblement à progresser. Contactés par Le Devoir, le ministère de l'Environnement et celui des Affaires municipales ont été avertis de commentaires. Le cabinet du ministre David Heurtel a simplement répondu que « les discussions ont toujours lieu entre les propriétaires et le gouvernement ».

Le Devoir

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Canada
Province de Québec
District de Québec
Localité de Québec

COUR DU QUÉBEC
Chambre civile
Division des petites créances
300, boul. Jean Lesage, bureau 1.24
Québec (QC) G1K 8K6
Téléphone: (418) 649-3508

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION
(articles 136 et 137 C.p.c.)

SECTION I - AVIS
Avis est donné à :

nom et dernière adresse connue :

Immochem Inc, 16-11 boul Charest Ouest, Québec, Qc, G1K 1X1	numéro de dossier :	200-32-064679-151
Beau Lieu, 416-125 Dalhousie, Québec, Qc, G1K 4C5	200-32-064490-153	
Christiane Couture, 5090 5 ^e avenue Est 3, Charlesbourg, Qc, G1H 3R6	200-32-065077-165	
Amélie Nolel Dufresne, 421-5 place de l'Espérance, Victoriaville, Qc, G6S 0R8	200-32-065133-166	
Construction Pro Expert Québec, 9200 rue de Belfort 15, Québec, Qc, G1G 6J1	200-32-065170-168	
Automatik 2000 inc, 2858 rue des Chénues, Québec, Qc, G1G 2A8	200-32-064384-158	
Serge André Lemelin Lavoie, 1683 de la Roselière, Québec, Qc, G1M 4B9	200-32-065013-160	
Mario Labrecque, 499 boul Bona Dussault, St-Marc-des-Carrières, Qc, G0A 4B0	200-32-065277-161	
Entreprises Jajuma inc, 499 boul Bona Dussault, St-Marc-des-Carrières, Qc, G0A 4B0	200-32-065277-161	
David Légaré, 6 Montée des Hironnelles, Chateau-Richer, Qc, G0A 1N0	200-32-065337-163	
Jules Blouin, 33 montée des Chénues, Chateau-Richer, Qc, G0A 1N0	200-32-065337-163	
Patrick Jobidon, 42 Montée des Hironnelles, Chateau-Richer, Qc, G0A 1N0	200-32-065337-163	
André Simard, 46 Montée des Hironnelles, Chateau-Richer, Qc, G0A 1N0	200-32-065337-163	
Christian Gagnon, 6 rue des Rossignols, Chateau-Richer, Qc, G0A 1N0	200-32-065337-163	
Excavation Montcalm inc, 6-23 Francheville, Québec, Qc, G1E 5Z8	200-32-065166-166	
Marie-Eve Jomphe, 3132 boul Neilson 403, Québec, Qc, G1W 2V4	200-32-065020-169	
Marie-Brigitte Ouellet, 2651 rue du Vieux Moulin, Lévis, Qc, G6W 7A8	200-32-065042-169	
Léjoly Lanette, 309 rue Bégin, Saguenay, Qc, G7H 4M6	200-32-065127-168	
Alain Jacques, 576 rue Champlain, Québec, Qc, G1K 4J3	200-32-065194-168	
Melissa Letellier, 494 de Mazenod 1, Québec, Qc, G1K 5H2	200-32-065244-161	
Gestion Construction Renou Action, 101-1095 boul des chutes, Québec, Qc, G1E 2G2	200-32-065217-164	
Catherine Beaulieu, 22 Jacques Rioux, St-Gabriel-de-Valcartier, Qc, G0A 4S0	200-32-065332-164	
Kathy Smith, 733 Gingras, Québec, Qc, G1X 3T5	200-32-065393-166	
Constructions Mobilis inc, 1898 ave Lac St-Charles, Québec, Qc, G3G 2X9	200-32-065283-169	
Kevin Bruyères, 155 chef Max-Gros-Louis, Québec, Qc, G0V 4V0	200-32-065344-169	
9249-7940 Québec Inc, 1140 ch Vire-Crêpes, Lévis, Qc, G7A 2A9	200-32-064525-166	
Domaine Expert inc, 110-1185 Philippe Paradis, Québec, Qc, G1N 4E2	200-32-065289-166	
Yves Corrivé, 523 rue Huot, Donnacona, Qc, G3M 0C2	200-32-065329-160	
Pascal Chabot, 7 rue du Calvaire, Ste-Brigitte-de-Laval, G0A 3K0	200-32-065346-164	
Savard Tremblay Immeuble, 20130 boul Henri Bourassa, Québec, Qc, G2M 1K8	200-32-065355-165	
Chantal Dumais, 101-26 rue St-Raoul, Québec, Qc, G1N 2Y9	200-32-065366-162	
Alex Boivin, 267 St-Ignace, Chateau-Richer, Qc, G0A 1N0	200-32-065368-168	
Coiffage H D, 839 St-Achille, Chateau-Richer, Qc, G0A 1N0	200-32-065372-160	
Antoinette Mathieu Es Qua, 34-1900 rue Deslites, Québec, Qc, G1J 1A8	200-32-065376-161	
JNF Production inc, 37 ch des Gavots, Lac-Beauport, Qc, G3B 1J4	200-32-065376-161	
Jean-Pierre Rafenomanjato, 57 rue Tardif, Lévis, Qc	200-32-065187-162	
Solaire Therm inc, 199 ch du Mont Shefford, Shefford, Qc, J2M 1N7	200-32-064995-169	
Suzanne Lévis, 1395 1 ^{er} rue, St-Blaise-de-Richelieu, Qc, J0J 1W0	200-32-065045-162	
Eric Houle, 1395 1 ^{er} rue, St-Blaise-de-Richelieu, Qc, J0J 1W0	200-32-065045-162	

de vous présenter au greffe de la Cour du Québec, Division des petites créances, du district de Québec situé au 300 Jean-Lesage, 1.24, Québec QC G1K8K6 dans les 30 ou autre nombre de jours indiqué dans l'ordonnance jours afin de recevoir la demande en recouvrement d'une petite créance qui y a été laissée à votre attention.

Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis d'assignation qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

SECTION II - INFORMATIONS RELATIVES À LA PUBLICATION
Le présent avis est publié aux termes de l'04-05-2016 par le greffier de la cour du Québec dans les dossiers portant les numéros ci-haut mentionnés. Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

SECTION III - INFORMATIONS FINALES
Québec, le 04-05-2016
de la Cour du Québec

Canada
Province de Québec
District de MONTREAL
Localité MONTREAL

COUR DU QUÉBEC
Chambre civile
Division des petites créances
1 NOTRE-DAME EST
MONTREAL (QC) H2Y 1B6
Téléphone : 514-393-2304

AVIS PUBLIC DE NOTIFICATION
(articles 136 et 137 C.p.c.)

SECTION I - AVIS
Avis est donné à :

nom et dernière adresse connue :

Toutures Redstar Inc - 3- 759 Desmarlais, Longueuil, Qc., J4J 2Y7	numéro de dossier :	500-32-138145-133
Renzo Mario- 3- 759 Desmarlais, Longueuil, Qc., J4J 2Y7	500-32-138145-133	
8630232 Canada Inc - 961 Pierre -Le Sueur, L'Assomption, Qc, J5W 2N6	500-32-147731-154	
Carducci Davide- 961 Pierre -Le Sueur, L'Assomption, Qc, J5W 2N6	500-32-147731-154	
9230-4427 Québec Inc - 6- 1935 Jean Picard, Laval, Qc., H7T 2K4	500-32-151060-169	
Grozos Evangelos- 6- 1935 Jean Picard, Laval, Qc., H7T 2K4	500-32-151060-169	
Steven Miller Landscaping Inc - 130- 65 Brunswick, DDO, Qc., H9B 2N4	500-32-151225-168	
Miller Steven- 130- 65 Brunswick, DDO, Qc., H9B 2N4	500-32-151225-168	
Ninat Stephanie- 331 Chateaufort, St-Colomban, Qc., J5K 1V2	500-32-151243-161	
Rodriguez Camilo- 121 Duluth St. East, Montréal, Qc., H2W 1H2	500-32-151337-161	
Decampos Sara- 317 Colonia, Chateaufort, Qc., J6J 5X9	500-32-151348-168	
Bennie Robert- 26 Zephyr, Gatineau, Qc., J9A 0B3	500-32-151375-161	
Debarie Romuald- 412- 7310 Marie-Victorin, Montréal, Qc., H1G 2J5	500-32-151378-169	
Sebastian Nobelet- 5055 Notre-Dame, Laval, Qc., H7W 1V6	500-32-151378-169	
9202-6467 Québec Inc. Ka Design- 64 Marie-Anne Street East, Montréal, Qc., H2W 1A2	500-32-151282-169	
Pierre Garry- 267 Cayman Road, Stittsville, Ontario, K2S 0N7	500-32-151323-161	

de vous présenter au greffe de la Cour du Québec, Division des petites créances, du district de Montréal situé au 1 Notre-Dame Est #1.04, Montréal, Qc., H2Y 1B6, dans les 30 jours afin de recevoir la demande introductive d'instance en recouvrement d'une petite créance qui y a été laissée à votre attention.

Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis d'assignation qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

SECTION II - INFORMATIONS RELATIVES À LA PUBLICATION
Le présent avis est publié aux termes d'une ordonnance rendue le 5 mai 2016 par le greffier dans les dossiers portant les numéros ci-haut mentionnés. Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

SECTION III - INFORMATIONS FINALES
Montréal, le 5 mai 2016
Mariano Albastroiti
Greffier de la Cour du Québec

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

MONTREAL
AVIS DE VENTE IMMOBILIÈRE EN VERTU DE L'ARTICLE 670 C.p.c.

Canada
Province de Québec
Cour Supérieure
District de Montréal
No. dossier : 500-17-070939-122
No. shérif : 500-18-001894-147

LA GARANTIE HABITATION DU QUÉBEC INC. 9200 B.oul. Métropolitain Est, Montréal, Québec, H1K 4L2 partie demanderesse contre **ANTONIO LENTINI (ALIAS TONY LENTINI)** 1925 Woodland, Montréal, Québec, H4E 2J4, partie défenderesse et **L'OFFICIER DE LA PUBLICITÉ DES DROITS DE LA CIRCONSCRIPTION FONCIÈRE DE MONTREAL** mis-en-cause.

DÉSIGNATION
Un immeuble connu et désigné comme étant le lot UN MILLION QUATRE CENT TRENTE-SEPT MILLE SIX CENT VINGT (1 437 620) du Cadastre du Québec, circonscription foncière de Montréal ayant un immeuble desus construit portant le numéro civique 1925, Woodland, Montréal, Québec, H4E 2J4.

La fraction indivise de l'immeuble susmentionné détenu par la partie défenderesse est d'une demie (1/2). L'immeuble servant de résidence familiale. La mise à prix est fixée à 55 285.25\$ soit 50% de l'évaluation municipale de la moitié indivise de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale de la municipalité, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales, en vertu de la loi sur les fiscalités municipales et modifiant certaines dispositions législatives.

L'adjudicataire devra verser au shérif, en argent ou par chèque visé, à l'ordre du shérif du district de Montréal, au moment de l'adjudication la somme de 27 642.63\$ soit 25% de l'évaluation municipale de la moitié indivise de l'immeuble portée au rôle d'évaluation municipale, multipliée par le facteur établi pour ce rôle par le ministre des affaires municipales, en vertu de la loi sur les fiscalités municipales et modifiant certaines dispositions législatives.

Pour être rendu au bureau du shérif, Palais de Justice de Montréal, au 1 rue Notre-Dame Est, local 1.96 Montréal, Québec, H2Y 1B6, le VINGT-ET-UNIÈME (21^{ème}) JOUR DE JUIN 2016 à 10H00.

Montréal, le 12 avril 2016

Élaine Cloutier-Neveu, Shérif adjoint
District de Montréal
1, Est rue Notre-Dame
Bureau du shérif suite 1.146
Montréal, Québec
H2Y 1B6

Le Sud-Ouest
Montréal

ORDONNANCES ÉDICTÉES PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

PRENEZ AVIS que le conseil d'arrondissement a édicté, lors de sa séance du 3 mai 2016, les ordonnances nécessaires en vertu du Règlement sur le bruit (R.R.V.M., chapitre B-3, article 20), du Règlement d'urbanisme afin d'autoriser l'installation de bannières (01-280, chapitre IV, article 531), du Règlement concernant la paix et l'ordre sur le domaine public (R.R.V.M., chapitre P-1, article 8) et du Règlement sur la circulation et le stationnement (R.R.V.M., chapitre C-4.1 article 3, alinéa 8), pour la tenue des événements suivants :

Nom de l'événement	Lieu(x)	Date(s)
Fête des vétérans de la 2ème guerre mondiale	parc Angrignon	Le 8 mai 2016
Journée familiale	parc St-Paul et rue Brisset	Le 21 mai 2016
Cinéma des trois étoiles	parc St-Gabriel	Les mardis du 5 juillet 2016 au 9 août 2016
Le 624	parc Gédéon-De-Catalogne	Le 24 juin 2016
Festival Folk	parc de l'Ancienne-gare-de-triage	Les 17-18 et 19 juin 2016
Festival de la chèvre	parc Angrignon	Le 2 juillet 2016
Concert Campbell	parc Sir-George-Étienne-Cartier	Le 18 août 2016
La Roulotte	parc Sir-George-Étienne-Cartier parc Campbell-Ouest parc St-Gabriel	Le 29 juin 2016 Le 20 juillet 2016 Le 29 août 2016
Parc actif	parc Sir-George-Étienne-Cartier	Le 29 mai 2016
Fête nationale	rue Laprairie entre Grand Trunk et de Châteauguay	Le 24 juin 2016

Ces ordonnances sont disponibles pour consultation au Bureau Accès Montréal situé au 815, rue Bel-Air, du lundi au vendredi de 9 h à 17 h.

Montréal, le 7 mai 2016
Pascale Synnot, avocate
Secrétaire d'arrondissement

Le Sud-Ouest
Montréal

ORDONNANCE ÉDICTÉE PAR LE CONSEIL D'ARRONDISSEMENT

PRENEZ AVIS que le conseil d'arrondissement a édicté, lors de sa séance du 3 mai 2016, l'ordonnance nécessaire en vertu du Règlement d'urbanisme afin d'autoriser l'installation d'une bannière (01-280, chapitre IV, article 531) sur le bâtiment portant le numéro civique 5835 à 5845, place Turcot.

Cette ordonnance est disponible pour consultation au Bureau Accès Montréal situé au 815, rue Bel-Air, du lundi au vendredi de 9 h à 17 h.

Montréal, le 7 mai 2016
Pascale Synnot, avocate
Secrétaire d'arrondissement

AVIS public de notification
(articles 136 et 137 C.p.c.)

AVIS EST DONNÉ à un représentant de Dosecom Inc. de vous présenter au greffe de la Cour du Québec du district de Longueuil situé au 1111, boul. Jacques-Cartier Est, à Longueuil, Québec afin de recevoir l'avis de reprise d'un bien meuble (vente par le créancier) et le Préavis de l'intention de mettre à exécution une garantie pour le véhicule Lexus IS-Séries F de l'année 2011 qui y ont été laissés à votre attention.

La créancière est devenue propriétaire du véhicule décrit ci-dessus. Vous pouvez remédier au défaut et le cas échéant, à tout défaut subséquent, dans les 20 jours suivant l'inscription du présent préavis, vous êtes par la présente sommés de laisser volontairement le véhicule décrit ci-dessus avant l'expiration du délai de 20 jours. À défaut de laisser volontairement le véhicule décrit ci-dessus à l'intérieur du délai de 20 jours, la créancière s'adressera au tribunal afin d'obtenir une ordonnance de délaissement forcé.

La créancière garante aura le droit de mettre à exécution sa garantie à l'expiration d'un délai de 10 jours suivant la publication de cet avis, à moins que la personne insolvable ne consente à la mise à exécution de la garantie avant l'expiration du délai de 10 jours.

Le présent avis est publié à la demande d'Alain Larose, huissier, qui a tenté sans succès de vous signifier les documents décrits ci-haut.

Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

Montréal, le 4 mai 2016
Lucie Meunier, Huissier

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE LONGUEUIL
COUR DU QUÉBEC
(CHAMBRE CIVILE)
No. dossier : 505-22-024425-169
LOCATION CREDIT FORD CANADA, une division de Compagnie de Location Canadian Road

demanderesse
C 966-9878 QUÉBEC INC.
ET
XIAMARA MARTINEZ
DÉFENDERESSES

AVIS EST DONNÉ À XIAMARA MARTINEZ et **9266-9878 QUÉBEC INC.** de vous présenter au greffe de la Cour du Québec du district de Longueuil situé au 1111 Boulevard Jacques-Cartier Longueuil J4M 2J6 dans les 30 jours afin de recevoir la demande introductive d'instance, avis d'assignation, pièces, avis d'exécution avant jugement, déclaration sous serment et procès-verbal de saisie qui y ont été laissés à votre attention. Vous devez répondre à cette demande dans le délai indiqué dans l'avis d'assignation qui l'accompagne, sans quoi un jugement par défaut pourrait être rendu contre vous et vous pourriez devoir payer les frais de justice.

Le présent avis est publié à la demande de Loig Bernard, huissier, qui a tenté sans succès de vous signifier le document décrit ci-haut.

Il ne sera pas publié à nouveau, à moins que les circonstances ne l'exigent.

Montréal, le 4 mai 2016
Manon St-Georges, Huissier

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE
Dans l'affaire de la faillite de **9318-5437 Québec Inc.** Avis est par les présentes donné que la faillite de 9318-5437 Québec Inc., personne morale dûment constituée, ayant son siège social au 236, rue Béatrice à Saint-Amable QC J0L 1N0 est survenue le 13 avril 2016 et que la première assemblée des créanciers tenue le 4 mai 2016, à 15h à été ajournée au 24 mai 2016 à 14h, au bureau du syndic, 5675, ch. Chambly, bureau 201, Saint-Hubert, Québec. Fait à Montréal, le 7 mai 2016.

Pomerleau & Associés
Syndic Inc.
4159, rue Bélanger
Montréal (Québec) H1T 1A2
Tél: 514-721-3744
Web: www.LibresDesDettes.ca

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE
(Avis dans le journal : C.c.o., art. 795)

Prenez avis que Jean-Paul CARDINAL, en son vivant domicilié à Sainte-Adèle, est décédé à Saint-Jérôme, le 25 avril 2015. Un inventaire de ses biens a été dressé conformément à la loi et peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Josée FORTIN, notaire, située au 3131 St-Martin Ouest, bureau 340, Laval, Québec.

Donné ce 5 mai 2016
Céline CARDINAL, liquidatrice

CANADA PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE JOLIEITE
AVIS PUBLIC
COUR MUNICIPALE
VILLE DE REPENTIGNY
VILLE DE CHARLEMAGNE

OUZILLEAU-PEARSON, Luc
(22-07-1984)

PAR ORDRE DE LA COUR
L'intimé sous la présente, requis d'enregistrer un plaidoyer dans les 30 jours de la présente signification, à la Cour Municipale de Repentigny, située au 1, montée des Arsenaux à Repentigny, J5P 2C1.

Une copie du constat d'introduction est déposée au greffe de cette Cour.

Prenez de plus, avis, qu'à défaut d'enregistrer un plaidoyer, un jugement sera prononcé contre vous sans autre avis.

Marie-Claude Roux, greffière
Cour Municipale de Repentigny

Dans l'affaire de la faillite : Avis est par les présentes que la faillite de Les Entreprises Quesnel inc., situé au 146, boul. Saint-Jean-Baptiste, Châteauguay, Qc, J6K 3B2 est survenue le 29 avril 2016 et que l'assemblée des créanciers sera tenue le 19-05-2016 à 10:30. Au bureau du syndic au: 200-2360, boul. Marie-Victorin Est, Longueuil, Qc, J4G 1B5
Jean Fortin et Ass. Syndics Inc. Tél. 450-442-3260
JeanFortin.com

Pour soutenir l'effort quotidien des personnes atteintes de dystrophie musculaire, il faut beaucoup plus que des mots...

IL FAUT UNE ACTION, UNE ACTION MUSCLÉE !

Dystrophie musculaire Canada
une action musclée

1.800.567.2236
www.muscle.ca
Bureau du Québec

Un don d'espoir pour la vie

Association québécoise des troubles d'apprentissage

« J'ai bûché très fort pour réussir mes études... j'apprenais différemment! »

Qc (418) 843-5355
Mt (514) 527-3726
Ext 1-888-776-4455
www.alloprof.qc.ca

Un don d'espoir pour la vie

1-877-488-4222
www.Armeedusoluit.ca

COUR SUPÉRIEURE
« En matière de faillite et d'insolvabilité »
DANS L'AFFAIRE DES FAILLITES DE :

7828659 CANADA INC., faisant affaire sous les noms de **GROUPE MÉTAUX PICARD, MÉTAUX PICARD & FILLE et PICARD SCRAP METAL CORP.**

7828632 CANADA INC., faisant affaire sous les noms de **RECYCLAGE PICARD & FILLE et RECYCLAGE PICARD DÉBITRICES**

7828616 CANADA INC., faisant affaire sous le nom de **TRANSPORT MP**

7828667 CANADA INC., faisant affaire sous le nom de **INVESTISSEMENT PICARD & FILLE**

personnes morales légalement constituées, ayant leur principale place d'affaires au 750 Grand rue Saint-François, dans la ville de Saint-Pie, dans la province de Québec, J0H 1W0.

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Avis est par les présentes donné que les faillites de 7828659 CANADA INC., 7828632 CANADA INC., 7828616 CANADA INC. et de 7828667 CANADA INC. sont survenues le 27 avril 2016, et que leur première assemblée des créanciers sera tenue le 24 mai 2016, à 10 heures, au bureau du surintendant des faillites, Édifice Sun Life, 1155 rue Metcalfe, salle 1071, Montréal (Québec) H3B 2V6.

FAIT À MONTRÉAL, le 7 mai 2016.

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.
SYNDIC AUTORISÉ EN INSOLVABILITÉ
Philippe Jordan, CPA, CMA, CIRP, SAI
Responsable des actifs

1250, boul. René-Lévesque Ouest, Bureau 2500
Montréal, QC H3B 4Y1
Tél. : (514) 205-5000
Télex : (514) 205-5694

COUR SUPÉRIEURE
« En matière de faillite et d'insolvabilité »
DANS L'AFFAIRE DE LA FAILLITE DE :

SOCIÉTÉ THERMOCERAMIX, personne morale légalement constituée, ayant sa principale place d'affaires au 151, boulevard de Montagne, bureau F, dans la ville de Boucherville, dans la province de Québec, J4B 6G4.

DÉBITRICE

AVIS AUX CRÉANCIERS DE LA PREMIÈRE ASSEMBLÉE

Avis est par les présentes donné que la faillite de **SOCIÉTÉ THERMOCERAMIX** est survenue le 29 avril 2016, et que la première assemblée des créanciers sera tenue le 18 mai 2016, à 10 heures, au bureau du syndic, 1250, boulevard René-Lévesque Ouest, 25^e étage, salle 2511, Montréal (Québec) H3B 4Y1.

FAIT À MONTRÉAL, le 7 mai 2016.

PRICEWATERHOUSECOOPERS INC.
SYNDIC AUTORISÉ EN INSOLVABILITÉ
Philippe Jordan, CPA, CMA, CIRP, SAI
Responsable de l'actif

1250, boul. René-Lévesque Ouest
Bureau 2500
Montréal, QC H3B 4Y1
Tél. : (514) 205-5000
Télex : (514) 205-5694

AVIS PUBLIC
Ville-Marie
Montréal

DEMANDE DE DÉROGATION À L'INTERDICTION DE CONVERTIR UN IMMEUBLE EN COPROPRIÉTÉ DIVISÉ

Les personnes intéressées sont priées de noter que le conseil d'arrondissement se réunira le 14 juin 2016, à 19 h, à la salle du conseil, 800, boul. Maisonneuve Est, afin de statuer sur une demande de dérogation à l'interdiction de convertir en copropriété divisée relative au bâtiment portant les numéros 784 à 796, rue Lusignan [dossier 116529002], et ce, conformément au Règlement sur la conversion des immeubles en copropriété divisée (R.R.V.M., chapitre C-11).

Toute personne intéressée par cette demande peut soumettre ses commentaires, au plus tard le 17 mai 2016, à l'adresse suivante :

« Dérogation à l'interdiction de convertir »
a/s de M^{re} Domenico Zambito
Secrétaire d'arrondissement
Ville de Montréal, Arrondissement de Ville-Marie
800, boulevard De Maisonneuve Est, 19^e étage
Montréal (Québec) H2L 4L8

Les comptoirs Accès Ville-Marie sont situés au 17^e étage du 800, boulevard De Maisonneuve Est, station de métro Berri-UQAM, et au rez-de-chaussée du 275, rue Notre-Dame Est, station de métro Champ-de-Mars.

Montréal, le 7 mai 2016
Le Secrétaire d'arrondissement,
M^{re} Domenico Zambito

Cet avis peut également être consulté sur le site Internet de l'arrondissement à l'adresse suivante :

ACTUALITÉS

HARCÈLEMENT SEXUEL

Le syndicat des professeurs de l'ETS n'est « pas surpris »

JESSICA NADEAU

Le syndicat des professeurs de l'École de technologie supérieure (ETS) affirme que le sexisme et le harcèlement à l'école sont connus de tous sur le campus et demande à l'administration d'agir avec « plus de diligence » dans ce dossier.

« On n'est pas toujours témoin, mais on entend des choses, ce n'est donc pas une surprise. Entre mauvais goût et agression, on s'entend qu'il y a une marge, mais on sait très bien que ça existe », affirme Louis Dufresne, secrétaire de l'association des professeurs de l'ETS, en entrevue au *Devoir*.

« C'est avec tristesse, mais sans grande surprise que l'exécutif de l'Association des professeurs de l'ETS a pris connaissance de l'article publié dans *Le Devoir* », écrivait-il quelques heures plus tôt à ses membres, en réaction à la dénonciation de Kimberley Marin, qui a déposé une plainte officielle pour harcèlement sexuel au début du mois.

« Clairement, il manque un peu de sensibilisation, je le reconnais bien humblement, ajoute le professeur. Les gens ne sont pas toujours de mauvaise foi, mais on est rendu en 2016, on n'est plus dans les années 1950, il y a peut-être une éducation à faire. »

Association étudiante

En entrevue plus tôt cette semaine, le président de l'Association étudiante, Mathieu Drollet, affirmait lui aussi qu'il faudrait davantage de sensibilisation. « On peut toujours faire mieux, il faut continuer à faire de la conscientisation. C'est hors de question qu'on devienne une école source de harcèlement sexuel. »

Il affirme qu'il y a une certaine amélioration depuis quelques années, de même qu'une « volonté assez ferme de l'école de faire changer la situation

et de ne pas encourager ces comportements ». « On voit quand même une progression. C'est sûr que c'est lent, on ne peut pas changer l'être humain du jour au lendemain. »

Selon lui, les cas de sexisme et de harcèlement sexuel qui surviennent sur le campus sont peu nombreux. « C'est très anecdotique. Il faudrait même trouver un mot dans le vocabulaire français pour expliquer combien ça n'arrive pas souvent. Mais on garde toujours les yeux ouverts. »

Pourquoi alors l'association a-t-elle fermé les yeux sur le cas rapporté par Kimberley Marin, qui agissait pourtant à titre de représentante des cycles supérieurs au sein de l'organisation? « Elle n'était pas claire dans ce qu'elle voulait, c'était très vague, ça ressemblait plus à des expressions d'émotions, du feeling plutôt que [des éléments concrets]. Donc, quand on a écouté quels étaient ses besoins, on avait de la misère à [les] définir. Et quelques semaines après, elle démissionnait, donc on n'a pas eu plus de suivi là-dessus. »

Tolérance zéro

La direction de l'ETS a également réagi à l'article du *Devoir* en envoyant un message à l'ensemble des étudiants et du personnel vendredi matin. « Je rappelle à toute la communauté, étudiants, personnel enseignant et membres du personnel, que l'ETS applique le principe de la tolérance zéro à l'égard des comportements non désirés, et cela, qu'ils soient de nature psychologique ou sexuelle, incluant la violence physique ou verbale », écrit le directeur général, Pierre Dumouchel.

Questionnée sur Twitter, la ministre de l'Éducation supérieure, Hélène David, a affirmé vendredi que son cabinet avait parlé avec la direction de l'ETS.

Le Devoir

La ligne bleue dans l'ombre du train électrique

JEANNE CORRIVEAU

Le prolongement de la ligne bleue du métro a beau être prioritaire pour le gouvernement du Québec, il ne se réalisera probablement qu'après le nouveau train électrique de la Caisse de dépôt et placement (CDPQ) prévu pour la fin de 2020.

En février dernier, le ministre québécois des Transports, Jacques Daoust, avait laissé entendre qu'une annonce concernant la ligne bleue était imminente. Mais alors qu'il participait à un forum sur les transports organisé par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain vendredi, le ministre Daoust paraissait moins pressé. Il a indiqué que Québec devrait obtenir du financement fédéral avant de lancer le projet. « D'ici un an, on devrait avoir pris une décision », a-t-il expliqué.

Attendu depuis trois décennies, le prolongement de la ligne bleue du métro a-t-il été relégué dans l'ombre par le projet de service léger sur rail (SLR) de la Caisse de dépôt? Jacques Daoust assure que non. « Il ne faut pas les mettre en opposition », a-t-il affirmé, réitérant que la ligne bleue demeurait une priorité pour le gouvernement.

Plus tard dans la journée, il a finalement précisé que la décision pourrait être prise plus tôt, advenant la confirmation rapide d'un engagement fédéral.

Creuser en tunnel comporte des inconnus, tels que la présence de sols contaminés ou d'infrastructures souterraines, ce qui explique que le SLR de la Caisse de dépôt pourrait être en service avant le segment de la ligne bleue vers Anjou. De son côté, le président du conseil d'administration de la Société de transport de Montréal (STM), Philippe Schnobb, a précisé qu'il fallait compter quatre ans de travaux après la première pelletée de terre, mais qu'auparavant, il fallait prévoir au moins un an pour la confection de plans et devis.

Le maire d'Anjou, Luis Miranda, ne se fait plus d'illusions. L'est à été laissé pour compte au profit de l'ouest de l'île avec l'arrivée du projet de SLR. « En tenant compte des échéanciers nécessaires, on aura peut-être le métro à Anjou en 2026 ou 2027 », se désolait-il.

Le financement

La réalisation des projets de transport collectif est tributaire du financement fédéral. Le ministre fédéral des Transports, Marc Garneau, a pré-



Le prolongement de la ligne bleue du métro est attendu depuis trois décennies. Ci-dessus, un plan datant de 2013.

Le milieu des affaires et Uber

Le projet de loi sur le transport rémunéré du ministre québécois des Transports, Jacques Daoust, qui risque de chasser Uber du Québec, inquiète le milieu des affaires. Le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Michel Leblanc, craint que cela envoie un mauvais message aux entreprises innovantes qui pourraient être rebutées par des règles trop rigides. Il importe que le gouvernement s'assure du paiement des taxes et d'impôts, mais il doit être prudent, a-t-il dit. « En maintenant le système de quotas [des taxis], le projet de loi pourrait créer un environnement moins propice à l'innovation. On veut que le ministre Daoust maintienne la trajectoire sur un service à l'avantage du client », a expliqué M. Leblanc. Le maire Denis Coderre, qui, plus tôt cette semaine, s'était montré indifférent au départ possible d'Uber et avait dit « Bye bye » à l'entreprise, a balayé les appréhensions des gens d'affaires: « Il y a peut-être une ou deux personnes [de la communauté des affaires] qui ont parlé. Vous me les enverrez. On va ventiler ensemble. »

cisé que les deux projets montréalais se qualifieraient pour la phase 2 du programme d'infrastructures qui sera mis en œuvre à compter de 2019.

Or, selon Macky Tall, président de CDPQ Infra, la réponse d'Ottawa ne pourra tarder. « Les discussions se poursuivent avec le gouvernement fédéral, a-t-il dit. Il nous faudrait avoir cette confirmation d'ici la fin de cette année pour pouvoir aller de l'avant avec le projet. »

Le Devoir

TOUR DES CANADIENS 2 CONDOMINIUMS

DES VUES GAGNANTES

La Tour des Canadiens 2 remporte le prestigieux prix nord-américain de «Communauté unie de l'année 2016!»

À VENIR BIENTÔT CONDOS À PARTIR DE 300 000 \$

NOUVELLE OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE : LES SUITES SIGNATURE

DOMINANT L'ÉTINCELANTE SILHOUETTE DU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL, LES SUITES SIGNATURE, AU SOMMET DE LA TOUR DES CANADIENS 2, OFFRENT DES VUES DÉGAGÉES ET TOUT SIMPLEMENT INÉGALÉES DANS CHAQUE DIRECTION. VIVEZ L'EXPÉRIENCE DE LA VIE AU SOMMET DANS UN RAFFINEMENT À SON APOGÉE. LES SUITES SONT CONÇUES POUR OFFRIRE LE MEILLEUR DE L'ÉLÉGANCE. BIENVENUE À LA BELLE VIE.

PISCINE INTÉRIEURE

À VENIR BIENTÔT CONDOS À PARTIR DE 300 000 \$

NOUVELLE OFFRE D'UNE DURÉE LIMITÉE : LES SUITES SIGNATURE

DOMINANT L'ÉTINCELANTE SILHOUETTE DU CENTRE-VILLE DE MONTRÉAL, LES SUITES SIGNATURE, AU SOMMET DE LA TOUR DES CANADIENS 2, OFFRENT DES VUES DÉGAGÉES ET TOUT SIMPLEMENT INÉGALÉES DANS CHAQUE DIRECTION. VIVEZ L'EXPÉRIENCE DE LA VIE AU SOMMET DANS UN RAFFINEMENT À SON APOGÉE. LES SUITES SONT CONÇUES POUR OFFRIRE LE MEILLEUR DE L'ÉLÉGANCE. BIENVENUE À LA BELLE VIE.



INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT POUR ÊTRE PARMIS LES PREMIERS À CHOISIR.

TOURDESCANADIENS.COM

SPORT CULTURE DIVERTISSEMENT MAGASINS PARCS



Concept d'artistes. Le logo des Canadiens de Montréal sera positionné sur l'un des côtés de la Tour des Canadiens phase 2. SEO.

ACTUALITÉS

AMNÉSIE

SUITE DE LA PAGE 1

toponymie très normative et pas très poétique», constate Rachel Bouvet, professeure au Département d'études littéraires de l'UQAM et spécialiste en géopœtique, discipline qui cherche à rapprocher l'humain de sa géographie en passant par les mots. *Le Devoir* lui a soumis la liste des toponymes les plus répandus au Québec. «Les schèmes de construction de cette toponymie sont plutôt restreints et très stéréotypés. Ils reconnaissent des lieux sur la base de leur environnement direct, d'une tradition, mais pas vraiment d'une expérience ou d'une mémoire plus profonde. On est dans une logique très stérile, à la limite, un peu triste.»

Les données numériques des bases officielles du gouvernement trahissent en effet la monotonie. De Gatineau à Val-d'Or, de Magog à Métis-sur-Mer, de Saint-Georges à Alma, en passant par Rouyn, Rimouski, Manseau, Amqui, Sainte-Madeleine et toutes les villes et villages alentours, c'est en effet la rue Principale qui caracole en tête des toponymes les plus utilisés au Québec avec 540 apparitions, comprenant les «Principale Ouest», «Est», «Sud» ou «Nord» dont certains coins se prévalent.

La célèbre artère centrale, et historiquement commerçante, partage le haut de ce palmarès aux côtés des rues des Érables, de l'Église, des Pins, du Parc, des Cèdres, des Bouleaux, Saint-Joseph, de la Montagne, du Moulin ou Bellevue, qui complètent la liste des noms de rue les plus répandus dans le paysage urbain du Québec. Il y en a entre 388 (des Érables) et 204 (Bellevue).

Les figures historiques, elles, y brillent par leur absence: Champlain, Samuel de son prénom et fondateur de Québec de son état, n'arrive qu'à la 51^e position avec 116 voies de communication à son nom, soit autant que Wilfrid Laurier, premier francophone à devenir premier ministre canadien en 1896, mais autant que 4^e Rang et des Trembles. Montcalm, Louis-Joseph de, commandant des troupes françaises en Amérique du Nord à partir de 1756, arrive beaucoup plus loin, en 90^e position, entre le 7^e Rang et les rues Raymond, énièmes patronymes apparaissant dans les toponymes les plus répandus en mémoire principalement des premiers colons qui les ont fait débarquer sur le territoire en descendant du bateau à l'époque de la Nouvelle-France.

Lui, ses souliers...

Le premier odonyme — nom propre posé officiellement sur une voie de communication — célébrant un artiste est celui de Félix Leclerc, en 124^e place, avec 72 lieux à son nom, soit 7 de plus que pour l'ancien premier ministre du Québec et maître d'œuvre de la Révolution tranquille, Jean Lesage, mais autant que les rues de la Vallée et des Pinsons. Jacques Cartier, premier explorateur européen à avoir posé le pied sur ce qui allait devenir le Québec, à Gaspé en juillet 1534, ne débarque dans la toponymie locale qu'en 255^e position, entre des Jonquilles et des Chalets.

«La toponymie, c'est un exercice de consensus complexe particulièrement lorsque vient le temps de célébrer des figures historiques, tout le monde n'ayant pas la même interprétation de la façon dont ces personnages ont marqué l'histoire», résume à l'autre bout du fil la géographe Caroline

«On est dans une logique très stérile, à la limite, un peu triste»

Rachel Bouvet, professeure à l'UQAM

Desbiens, professeure à l'Université Laval, mais également membre de la Commission de toponymie du Québec. «Du coup, le consensus est plus facile à atteindre quand on ancre la toponymie dans le caractère naturel d'un lieu», les premiers colons et leurs administrateurs, tout comme dans une petite poignée de représentants de la culture populaire chantée.

Il suffit d'ailleurs d'observer la toponymie récente, celle introduite dans les années 2000, à titre d'exemple, pour confirmer cette tendance à une toponymie qui cherche à unir et qui évite les terrains de dissension autour de débats historiques: Boisé arrive en tête avec 71 nouvelles entrées dans la base de données des toponymes depuis le début du siècle en cours, suivi de très près par des Érables, des Pins ou des Bouleaux, entre autres essences naturelles. Ces nouvelles inscriptions sont liées principalement à des développements urbains dans des villes de banlieue ou des quartiers excentrés des grandes et moyennes villes du Québec.

«C'est une toponymie de promoteurs immobiliers qui ne veulent surtout pas courir le risque d'une polémique», dit Rachel Bouvet. *Nous vivons dans un univers culturel fragmenté. Les lignes de force, les figures communes entre francophones, anglophones, autochtones, représentants des communautés culturelles, ne sont pas évidentes à trouver.* Qui plus est, la toponymie témoigne aussi d'un rapport conflictuel à l'histoire en affichant des hommages plutôt timides à des figures ayant pris part à des événements historiques marquants, mais divisifs des dernières décennies.

Sur l'ensemble du territoire, René Lévesque arrive en effet en 821^e position dans le palmarès

des toponymes les plus utilisés, avec 23 voies nommées à sa mémoire. C'est plus que Robert-Bourassa, qui n'en a que 6. Le drame collectif vécu en 1970 par l'assassinat du ministre de l'Immigration, du Travail et de la Main-d'œuvre après son enlèvement par le Front de libération du Québec (FLQ) semble toutefois avoir trouvé un exutoire dans la toponymie: Pierre Laporte y occupant désormais 21 voies de communication.

Mémoire et morale

«La Commission encourage le toponyme commémoratif, dit Jean-Pierre Leblanc, porte-parole de l'instance qui officialise tous ces noms de rue, mais l'idée est aussi de plaire à tout le monde», et ce, dans un équilibre entre l'acte de mémoire et la dénomination d'un lieu qui n'est pas toujours facile à atteindre, y compris des années après qu'un lieu a été nommé. Le 20 avril dernier, la Ville de Montréal a en effet soustrait la rue Alexis-Carrel de sa toponymie, remplacée par Marie-Curie. Le chirurgien français, Prix Nobel de médecine en 1912, gênait pour avoir été un partisan de l'eugénisme et un sympathisant nazi en son temps. Le réalisateur Claude Jutra a été soumis au même traitement quelques semaines plus tôt un peu partout au Québec, après des allégations d'agressions sexuelles sur des mineurs portées au grand jour dans la foulée de la publication d'une biographie le concernant.

Entre mémoire et morale, entre souvenir et division, l'acte de nommer le territoire demeure donc délicat, induisant par le fait même une «toponymie qui reflète une certaine amnésie collective quant aux personnalités historiques», estime Caroline Desbiens. Celle-ci reconnaît que, collectivement, très peu d'efforts, particulièrement en dehors des grands centres urbains, sont déployés pour «stimuler une mémoire collective inclusive et permettre de l'inscrire dans notre géographie». Histoire de sortir un peu des habitudes des rues des Colibris, des Peupliers et Lafontaine. «Ce que l'on voit en ce moment, c'est un peu fade, c'est vrai», ajoute Rachel Bouvet, mais en même temps, c'est plutôt porteur d'espoir puisque cette toponymie, avec tout ce qu'elle ne raconte pas de nous, nous dit aussi qu'il reste encore beaucoup à faire...

Le Devoir



ADRIAN WYLD LA PRESSE CANADIENNE

TRUDEAU

SUITE DE LA PAGE 1

position affaiblie. Les trois principaux partis adverses — Parti conservateur, Nouveau Parti démocratique et Bloc québécois — s'apprennent à se lancer dans des courses à la chefferie après la démission de Stephen Harper, Thomas Mulcair et Gilles Duceppe.

Face à cette opposition décausée, le taux de satisfaction envers le gouvernement libéral atteint 67%, encore plus que le taux déjà enviable de 50% enregistré dans le sondage précédent de Léger, en février. «Rendu à ce niveau, c'est une quasi-unanimité», dit Jean-Marc Léger.

Oui à la marijuana

Les Québécois sont d'accord avec les principales initiatives du gouvernement libéral, qui se trouvent nettement à gauche du spectre politique. Une majorité de 52% des électeurs appuie ainsi la légalisation de la marijuana, tandis que 39% des répondants sont en désaccord.

Sans surprise, les 18-24 ans, les plus gros consommateurs de cannabis, sont massivement favorables (à 66%) à la légalisation. Chez les 65 ans et plus, l'appui tombe mais reste important, à 43%. L'appui à la légalisation est plus fort à Montréal (57%) qu'à Québec (51%) et dans le reste du Québec (47%). Les anglophones se montrent aussi plus favorables à la légalisation du cannabis que les francophones, à 65% contre 49%.

Le gouvernement Trudeau s'est engagé à déposer dans un an, au printemps 2017, son projet de loi visant à légaliser la marijuana. Il remplirait ainsi un important engagement électoral.

Le projet fédéral d'aide médicale à mourir fait aussi l'objet d'un consensus sans équivoque: 86% des Québécois sont d'accord avec l'initiative, indique le sondage. L'appui est généralisé dans toutes les catégories d'âge et toutes les régions du Québec. Cet enthousiasme s'explique sans doute par le large débat public mené depuis trois ans sur la question au Québec, estime Jean-Marc Léger.

Une autre question sociale, la hausse du salaire minimum à 15\$ l'heure, recueille l'appui de 63% des électeurs québécois. Fait à noter, les non-francophones y sont plus favorables que les francophones, à 75% contre 60%.

Couillard sous pression

À Québec, la démission-surprise de Pierre Karl Peladeau a eu peu d'impact sur les intentions de vote. Le gouvernement Couillard reste en tête avec cinq points d'avance sur le Parti québécois (35% à 30%), comparativement à trois points (33% à 30%) le mois dernier. La Coalition avenir Québec (CAQ) de François Legault et Québec solidaire restent stables, avec 21% et 10% d'appuis respectivement.

La nette avance du PQ chez les francophones (36% au PQ, 25% à la CAQ et 23% au PLQ) vient cependant brouiller les cartes. Une élection mènerait sans doute à un gouvernement minoritaire péquiste ou libéral, croit Jean-Marc Léger.

Il note que la réforme de la santé par le ministre Gaétan Barrette est impopulaire: 56% des électeurs croient que la réforme n'améliorera pas le système de santé, tandis que 18% pensent le contraire. Même les sympathisants libéraux ne sont pas convaincus du bien-fondé de la réforme. Les avis favorables (35%) et défavorables (31%) sont partagés.

Le taux de satisfaction envers le gouvernement Couillard reste faible, à 28%. Jean-Marc Léger souligne que la satisfaction est de sept points plus basse que les intentions de vote pour les libéraux. Signal inquiétant pour Philippe Couillard, car le taux de satisfaction est un indicateur des intentions de vote futures.

Le Devoir

MONTRÉAL

SUITE DE LA PAGE 1

genre au Canada. «On a tenté en vain de voir un projet accepté par la Société du 375e. Mais tout ce qui concerne l'histoire, c'est comme si c'était irrecevable.» Ils sont nombreux à faire le même constat.

André Delisle, conservateur du château Ramézy, la musée qui jouxte l'hôtel de ville de Montréal, a présenté des projets avec le Regroupement des musées d'histoire de Montréal, une fédération de quinze institutions muséales dont il est le président. Tout a été refusé.

Frédéric Bastien, président de l'Association des professeurs et des professeurs d'histoire des collèges du Québec (APHCQ), s'étonne de constater le peu de place qui est fait à l'histoire de Montréal au cœur des discours censés la célébrer. «C'est à se demander si un historien travaille pour eux. Pour ma part, si c'est le cas, je n'en connais aucun. [...] Nous sommes plusieurs historiens à nous demander ce qui se passe là.»

Isabelle Pelletier, la directrice des communications pour les fêtes, le confirme: l'organisme n'a pas de conseiller historique attiré, «mais travaille beaucoup avec 'Montréal en histoire'», une application en ligne.

Inquiétudes et refus

«On est déçu de ce qu'on voit», affirme le président de l'APHCQ. «L'aspect commémoratif est complètement évacué. On craint que ce ne soit qu'un party dont il ne restera rien.»

La Société historique de Montréal avait notamment proposé d'installer une statue de Maison-Neuve et de Jeanne Mance dans les niches de la façade de l'hôtel de ville. Le projet a été refusé.

La Fondation Lionel-Groulx a proposé d'installer des plaques explicatives interactives près des stations de métro. Qui étaient Cadillac, Crémazie, Radisson? Un «projet refusé sans explication», dit Pierre Graveline, président de la Fondation.

L'Atelier d'histoire d'Hochelaga-Maison-Neuve a aussi été mis de côté. «On nous avait pourtant sollicités», explique son directeur, Réjean Charbonneau. «On en est venu à la conclusion qu'on n'est pas assez festif, pas assez dans la philosophie du groupe Rozon.»

En entrevue, Christian Bergeron, le président de la Société de généalogie canadienne-française, se dit déçu: «Ça a l'air très 'bling bling', leur vision. Mais ceux qui sont vraiment sur le terrain n'ont pas d'attention.» Denis Boucher, du Conseil du patrimoine religieux du Québec, affirme que son organisme a été consulté pour l'éclairage de bâtiments, mais qu'aucune suite en lien avec l'histoire n'a été donnée. «Ça sonne célébration seulement.»

La Société du 375^e estime avoir reçu environ 700 projets.

Les fêtes précédentes

En 1992, pour les célébrations du 350^e de Montréal, «il y avait [...] un véritable volet historique», dit Frédéric Bastien. Au fait de plusieurs propositions refusées cette année, l'historien observe qu'«elles n'étaient pourtant pas très coûteuses», tout en ayant le mérite de laisser des traces pour demain.

Le dramaturge et historien Jean-Claude Germain est un de ceux qui ont activement participé aux fêtes de 1992. «Quand on célèbre un tel anniversaire, il est inévitable de devoir en revenir aux origines.» Ce qui ne lui apparaît pas au programme aujourd'hui. «Pour le 375e, on nage

dans l'idée qu'on est tous immigrants ou quelque chose du genre. En revenir aux origines de Montréal, c'est comprendre qu'à cause de sa géographie, Montréal est dès le départ une ville internationale. Les nations amérindiennes se rencontrent ici. [...] On aurait pu penser aussi à célébrer Charles Lemoine. C'est lui qui maîtrise les langues amérindiennes, qui aide à faire de Montréal ce carrefour unique.»

Président du *Bulletin d'histoire politique*, l'historien Robert Comeau se dit lui aussi inquiet. Selon lui, les responsables de l'événement se montrent beaucoup moins intéressés par l'histoire que par la valorisation d'événements à caractère festif qui ne s'attardent qu'à la célébration d'un monde consensuel et multiculturel liée à une déification du présent.

Devant les membres de la Chambre de commerce réunis pour l'entendre, Gilbert Rozon, le commissaire des fêtes, n'a guère parlé d'une vision historique. Pour lui, «l'ADN de Montréal, c'est la fête, c'est la joie de vivre», a-t-il répété à plusieurs reprises.

Selon la directrice des communications de l'événement, «il y a des composantes historiques qui ont été annoncées», mais d'autres annonces restent à venir. Au nombre des «projets historiques à ce jour», l'organisme évoque un livre à paraître, une pièce de théâtre consacrée à Camillien Houde et une série télé. M^{me} Pelletier affirme que plusieurs projets de quartier «sont à saveur historique».

En entrevue, elle affirme que «les gens n'ont pas à s'inquiéter». Parmi les annonces à venir en lien avec l'histoire, dit-elle, un espace interactif Web dont les détails seront annoncés bientôt.

Le Devoir

Hydro Québec GRAND PARTENAIRE

TNM

NOVECENTO
D'ALESSANDRO BARICCO
+ ANDRÉ DUSSOLLIER

11 REPRÉSENTATIONS EXCEPTIONNELLES DU 22 FÉVRIER AU 4 MARS 2017

ICI artv

TMN.QC.CA

DISPONIBLE MAINTENANT EN ABONNEMENT SEULEMENT!

LE DEVOIR

Les bureaux de *Le Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

La rédaction
Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité
Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres
Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement
Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)
Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel
Par courriel agenda@ledevoir.com